

# adf

A F R I C A

D E F E N S E

F O R U M



## LES TRAFIQUANTS PILLENT LES RESSOURCES IRREMPLAÇABLES

Les pays discutent de la gestion des  
stocks de faune sauvage

Les pays s'efforcent  
de sécuriser leurs frontières

### PLUS

Une conversation avec le major-général Richard Addo Gyane,  
commandant du KAIPTC

VISITEZ-NOUS SUR [ADF-MAGAZINE.COM](http://ADF-MAGAZINE.COM)

# articles

- 8 « Le gagnant raffle tout »**  
Au Soudan, le contrôle militaire de l'économie a conduit à la guerre
- 14 Les hackers prennent pour cible les gains numériques**  
Les gouvernements agissent pour enrayer les attaques numériques en investissant dans la cybersécurité et en encourageant la transparence
- 20 « J'ai toujours cru dans l'éducation du soldat »**  
Une conversation avec le major-général Richard Addo Gyane, commandant du centre international de formation de maintien de la paix Kofi Annan
- 24 La reconquête des frontières**  
Les experts cherchent des solutions alors que les extrémistes et les trafiquants exploitent les régions frontalières négligées
- 32 Les marines du golfe de Guinée se tournent vers les drones pour la surveillance**  
Les pays qui affrontent une multitude de menaces et des ressources limitées considèrent les drones comme un multiplicateur de force
- 38 Un monde de problèmes**  
Les groupes criminels organisés tels que Black Axe débutent localement mais ont une portée internationale
- 44 Le pillage des richesses naturelles**  
En République centrafricaine, le vol du bois dur de grande valeur provoque l'insécurité
- 50 Les stocks de faune sauvage sont menacés**  
On s'interroge de plus en plus sur ce que les pays doivent faire avec l'ivoire confisqué

# rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

30 Battement du cœur de l'Afrique

56 Outillage de la profession

58 Force future

60 Défense et sécurité

62 Maintien de la paix

64 Se donner la main

66 Image du passé

67 Où suis-je ?



**Africa Defense Forum  
est disponible en ligne**

Veillez nous rendre visite sur  
[adf-magazine.com](http://adf-magazine.com)



## **SUR LA COUVERTURE**

Les trafiquants pillent les ressources naturelles comme cet ivoire, que les gardes forestiers du Service de faune sauvage du Kenya se préparent à détruire. Les professionnels de la sécurité recherchent de nouvelles méthodes pour mettre fin aux réseaux criminels.

THE ASSOCIATED PRESS

De nombreux pays africains luttent contre le fléau du trafic illicite. Le commerce illégal des stupéfiants, des armes, des minerais et de la faune sauvage provoque l'instabilité. Il prive aussi les états des revenus fiscaux et détruit les ressources naturelles irremplaçables.

Les réseaux couvrent la planète. Les trafiquants de drogue d'Amérique du Sud utilisent l'Afrique de l'Ouest comme conduit pour expédier les narcotiques vers l'Europe et l'Asie. Les organisations mafieuses chinoises transportent le bois, la faune sauvage et les minéraux entre l'Afrique et les marchés asiatiques. Le groupe Wagner de Russie a conclu des accords avec des gouvernements hôtes pour lui permettre d'exploiter les ressources naturelles en échange de promesses de sécurité.

Un rapport publié par l'organisme de recherche sur le crime transnational ENACT a découvert que 61 % des Africains vivent dans un pays sujet à de hauts niveaux de crime organisé.

Le problème est en hausse. Dans son rapport de 2021, ENACT a étudié 10 crimes, y compris la traite humaine, le trafic des armes et des drogues, et le vol des minéraux et de la faune et la flore sauvages. Il a découvert que tous ces crimes, à l'exception d'un seul (le trafic d'héroïne), étaient en hausse.

Le trafic se concentre dans les pays dont la sécurité des frontières est limitée et la corruption est endémique. L'Afrique centrale, où la guerre a plongé effectivement de vastes zones dans l'anarchie, est la région sujette à la plus forte croissance du trafic illicite.

« Le conflit fournit un terrain propice pour l'épanouissement de la criminalité », écrivent les chercheurs d'ENACT.

Le coût est énorme. Les flux financiers illicites font perdre aux pays 50 milliards de dollars par an, selon un rapport de l'Union africaine. Les auteurs du rapport admettent que l'estimation du total est probablement basse.

Mais les dommages excèdent de beaucoup la perte de revenus. Les réseaux criminels ont provoqué l'augmentation de la toxicomanie et de l'exploitation des enfants. Dans certains cas, les trafiquants puissants ont coopté les responsables publics dans un processus appelé la « capture de l'état ».

Aucun pays ne peut affronter tout seul ces menaces. Les pays doivent mettre en commun les informations et coopérer sur la mise en application de la loi. Les organisations de police internationales telles qu'Interpol et Afripol coordonnent leurs efforts pour aider à élargir leurs opérations et attraper les trafiquants. Les programmes visant à mieux sécuriser les ports, les aéroports et les frontières rendent plus difficile le transport des articles par les criminels sans les détecter. Les mesures anti-corruption assurent que les responsables publics et les professionnels de la sécurité soient au service du peuple et non pas des trafiquants.

Grâce à une coopération efficace, les professionnels de la sécurité peuvent aider à assurer les mouvements sûrs et légitimes des personnes et des biens, à protéger les ressources naturelles et à réduire les crimes transfrontaliers.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Un membre de l'Agence nationale nigériane de mise en application des lois sur les stupéfiants participe à un raid contre un labo de narcotiques.

AFP/GETTY IMAGES



## Les réseaux illicites

Volume 17, 1er trimestre

### ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE



#### POUR NOUS CONTACTER :

##### U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum  
Unit 29951  
APO-AE 09751 USA

[ADF.Editor@ADF-Magazine.com](mailto:ADF.Editor@ADF-Magazine.com)

##### HEADQUARTERS U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum  
Geb 3315, Zimmer 53  
Plieninger Strasse 289  
70567 Stuttgart, Germany

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

## « Un engagement tout aussi solide envers le partenariat »

*Le président Bola Ahmed Tinubu du Nigeria s'est exprimé aux débats généraux de la 78ème session de l'Assemblée générale des Nations unies le 19 septembre 2023. Ses remarques ont été modifiées pour des raisons de longueur et de clarté.*

AFP/GETTY IMAGES



Des mineurs artisanaux cherchent la cassitérite, espèce minérale qui est le minerai principal de l'étain, à Manono (République démocratique du Congo). Les acteurs malveillants exploitent souvent de telles mines. AFP/GETTY IMAGES



Dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale, les nations se sont réunies pour

essayer de reconstruire leur société déchirée par la guerre. Un nouveau système mondial est né et les Nations unies, ce grand organisme, ont été établies comme symbole et protecteur des aspirations et des meilleurs idéaux de l'humanité.

Les nations ont compris que c'était dans leur intérêt d'aider les autres à sortir des décombres et de la terre en friche de la guerre. Une assistance fiable et considérable a permis aux pays émaciés par la guerre de se transformer en sociétés fortes et productives.

Cette période était un point culminant pour la confiance dans les institutions mondiales et la conviction que l'humanité avait appris les leçons nécessaires pour aller de l'avant, dans la solidarité mondiale et l'harmonie.

Aujourd'hui et depuis plusieurs décennies, l'Afrique demande le même niveau d'engagement politique et de dévotion aux ressources qui a caractérisé le Plan Marshall.

Nous ne demandons pas des programmes et des actions identiques. Ce que nous recherchons, c'est un engagement tout aussi solide envers le partenariat. Nous recherchons une coopération internationale améliorée avec les nations africaines pour réaliser le programme de 2030 et les objectifs de développement durables.

Je souhaite souligner cinq points importants :

1. Si le thème de cette année doit avoir un impact quelconque, les institutions mondiales, les autres pays et les acteurs du secteur privé doivent considérer le développement de l'Afrique comme une priorité, non seulement pour l'Afrique mais aussi pour leurs propres intérêts.
2. Nous devons affirmer la gouvernance démocratique comme étant le meilleur garant de la volonté souveraine et du bien-être du peuple. Les coups d'État militaires sont des erreurs, tout comme les arrangements civils politiques biaisés qui perpétuent l'injustice.
3. Notre région tout entière est engagée dans un combat prolongé contre les extrémistes violents. Dans cette tourmente, une filière sombre de traite inhumaine a été formée. Dans cette voie, tout est à vendre. Les hommes, les femmes et les enfants sont considérés comme des biens mobiliers.
 

Pourtant, des milliers s'aventurent dans les sables chauds du Sahara et les profondeurs froides de la Méditerranée à la recherche d'une meilleure vie. En même temps, les mercenaires et les extrémistes avec leurs armes meurtrières et leurs idéologies ignobles envahissent notre région depuis le nord.

Ce trafic néfaste sape la paix et la stabilité de toute une région.
4. Le quatrième aspect important de la confiance et la solidarité mondiales

consiste à sécuriser les zones du continent riches en minéraux contre le pillage et les conflits. Beaucoup de ces zones sont devenues des catacombes de misère et d'exploitation.

Le chaos affectant les zones riches en ressources ne respecte pas les frontières nationales. Le Soudan, le Mali, le Burkina Faso, la République centrafricaine : la liste s'élargit.

5. Le changement climatique affecte sérieusement le Nigeria et l'Afrique.

Les nations africaines lutteront contre le changement climatique mais elles le feront selon leur propre vision. Pour obtenir le consensus populaire nécessaire, cette campagne doit être harmonisée avec les efforts économiques généraux.

De façon fondamentale, la nature a été bienveillante pour l'Afrique, en lui donnant une terre et des ressources abondantes, et des peuples créatifs et industriels. Pourtant, l'homme a trop souvent manqué de bienveillance envers son prochain, et cette tendance triste a provoqué des difficultés prolongées à la porte de l'Afrique.

Pour garder la foi dans les principes de cet organisme mondial et le thème de l'assemblée de cette année, la pauvreté des nations doit prendre fin. Le pillage des ressources d'une nation à cause de l'ambition excessive des entreprises et des gens des nations plus fortes doit prendre fin. La volonté du peuple doit être respectée. Cette belle planète, généreuse et indulgente, doit être protégée.

# Les investissements aident la Côte d'Ivoire à empêcher les attaques des extrémistes

PERSONNEL D'ADF

**B**ien que les extrémistes violents tourmentent ses voisins du Nord, la Côte d'Ivoire s'est protégée contre les attaques terroristes grâce à l'intervention militaire, à l'amélioration de la sécurité et aux investissements dans les régions frontalières.

L'analyste William Assanvo écrit pour l'Institut d'études de sécurité : « Le but est d'inverser les perceptions des communautés frontalières selon lesquelles l'état les a abandonnées. Ceci réduira le risque qu'elles soient exploitées par les insurgés. »

Plusieurs pays du golfe de Guinée ont une dynamique similaire : la richesse et les investissements économiques se concentrent le long du littoral alors que le Nord a tendance à être plus pauvre et moins développé. Ce déséquilibre suscite un ressentiment qui expose les régions aux risques de radicalisation par les extrémistes.

La Côte d'Ivoire a affronté une attaque terroriste en juin 2021 lorsqu'un explosif a tué trois soldats près de la localité de Téhini dans le Nord-Est du pays, près de la frontière avec le Burkina Faso. Auparavant, une attaque contre un poste de sécurité en 2020 à Kafolo, également située près du Burkina Faso, avait tué dix personnes.

Depuis ces attaques, le gouvernement ivoirien a renforcé sa présence militaire et sécuritaire dans les districts des Savanes et du Zanzan, à la frontière du Mali et du Burkina Faso. La Côte d'Ivoire continue à œuvrer avec ses voisins dans le cadre de l'Initiative d'Accra pour déceler et perturber

Un soldat ivoirien assure la sécurité lors du lancement d'un plan d'assistance étendu pour les jeunes des régions voisines du Mali et du Burkina Faso. AFP/GETTY IMAGES

le terrorisme régional.

Après l'attaque de Grand-Bassam en 2016, la Côte d'Ivoire a investi 137,2 millions de dollars pour combattre le terrorisme. Ce financement a établi des programmes pour équiper et former des unités spéciales de contre-terrorisme, en plus d'autres mesures pour renforcer les liens du gouvernement avec les résidents des districts du Nord.

Ce programme investit dans l'éducation, les soins de santé et l'infrastructure clé. Il vise aussi à créer des stages et d'autres emplois pour près de 24.000 jeunes, déclare Touré Mamadou, ministre de la Promotion de la jeunesse, l'Intégration professionnelle et le Service public, à la chaîne de diffusion RTI.

La Banque de développement africaine a fourni 10,53 millions de dollars en 2022 pour aider à électrifier 71.600 foyers et plus de 7.100 centres commerciaux dans les districts des Savanes, du Zanzan et du Woroba. Le programme fait partie d'un effort plus vaste pour réduire la pauvreté dans le Nord et, en conséquence, la radicalisation.

L'expert ghanéen de la sécurité Fidel Amakye Owusu considère l'électrification des campagnes et les investissements économiques comme ceux de la Côte d'Ivoire essentiels pour prévenir le terrorisme.



AFP/GETTY IMAGES

## Le président du Ghana cherche à former une coalition pour combattre le terrorisme en Afrique de l'Ouest

AGENCE FRANCE-PRESSE

**L**e président ghanéen Nana Akufo-Addo a fait appel à une « coalition globale des démocraties » pour lutter contre les groupes extrémistes violents d'Afrique de l'Ouest qui se propagent vers le Sud à partir du Sahel, en direction du Ghana et de ses voisins.

« La menace provoquée par le terrorisme est telle que nous devons partager le fardeau des combats », a-t-il déclaré dans un discours d'octobre 2023 à Washington, DC, à l'Institut américain pour la paix. « Le moment est venu pour une coalition globale des démocraties, une coalition des volontaires, déterminée à chasser le spectre du terrorisme et de l'extrémisme violent. »

Étant donné que les extrémistes contrôlent de vastes étendues au Burkina Faso, au Mali et au Niger, les partenaires extérieurs ont cherché à aider le Ghana et les autres états côtiers d'Afrique de l'Ouest à renforcer leurs défenses.

Jusqu'à présent, le Ghana a été épargné par la violence extrémiste directe, mais le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo ont tous été sujets à des attaques près de leur frontière au cours des dernières années.

L'appel du président pour accroître l'assistance de sécurité est lancé alors que la France et les États-Unis ont réduit récemment leur assistance sécuritaire au Burkina Faso et au Mali, où la violence extrémiste s'est intensifiée et des juntes militaires ont saisi le contrôle. Un coup d'État au Niger en juillet a marqué la défaite d'un autre partenaire occidental dans la région.

Mais le président a dit que le Ghana et les autres pays côtiers sont prêts à relever leurs défis de sécurité. « Les troupes d'Afrique de l'Ouest peuvent faire ce travail », a-t-il déclaré, en louant la coopération et la mise en commun des renseignements parmi les pays du golfe de Guinée et du Sahel.

En date de 2023, le Bénin avait signalé plus de 20 incursions armées depuis 2021. Le président du Togo a déclaré en avril 2023 que 100 civils et 40 soldats avaient été tués dans des attaques djihadistes.

## L'Union africaine rejoint le G20 en tant que membre permanent

THE ASSOCIATED PRESS

Le groupe des vingt premières économies mondiales a accueilli l'Union africaine comme membre permanent, rendant ainsi un grand hommage à l'Afrique alors que ses 54 pays recherchent un rôle plus important sur la scène mondiale.

« Félicitation à toute l'Afrique ! », a déclaré le président sénégalais Macky Sall, président sortant de l'UA qui a aidé à demander cette adhésion. L'UA prône un statut de membre à part entière depuis sept ans, selon la porte-parole Ebba Kalondo. L'Afrique du Sud était auparavant le seul membre africain du G20.

L'adhésion permanente au G20 signale la montée d'un continent dont la jeune population de 1,3 milliard de personnes est projetée de doubler en 2050. En tant que membre à part entière du G20, l'UA pourra représenter un continent qui héberge la plus vaste zone de libre-échange du monde. Il est aussi énormément riche dans les ressources nécessaires pour combattre le changement climatique. L'Afrique possède 60 % des ressources mondiales d'énergie renouvelable et plus de 30 % des minéraux essentiels pour les technologies d'énergie renouvelable et de faible contenu de carbone.

La présidence de l'UA, qui change tous les ans, pourrait aussi faire obstacle à la cohérence, mais l'Afrique « devra parler avec une seule voix si elle espère influencer le processus de prise de décision du G20 », ont écrit Ibrahim Assane Mayaki, ex-Premier ministre du Niger, et Daouda Sembène, ex-directeur exécutif du Fonds monétaire international, dans Project Syndicate en 2023.

Les responsables africains ont démontré leur désir de prendre ces mesures collectives. Pendant la pandémie de Covid-19, ils se sont unis pour critiquer à voix haute l'accumulation des vaccins et ont fait équipe pour effectuer des achats d'approvisionnement en vrac pour le continent.

Les chefs d'état sont réunis pour la Conférence au sommet des leaders du G20 le 9 septembre 2023 à New Delhi. L'Union africaine a rejoint le groupe comme membre permanent. GETTY IMAGES





# « LE GAGNANT RAFLE TOUT »

*Au Soudan, le contrôle militaire de l'économie a conduit à la guerre*

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS : AFP/GETTY IMAGES



ILLUSTRATION D'ADF

**L**a Banque nationale d'Omdourman (ONB) est l'une des plus grandes institutions financières du pays. Elle a des branches dans presque tout le pays et a été la première banque soudanaise à introduire les distributeurs automatiques. Cette banque fondée en 1993 est au centre d'un réseau étendu de sociétés qui atteignent tous les recoins de l'économie nationale, un fait dont profite son plus gros actionnaire : les Forces armées soudanaises (SAF).

Grâce à un réseau de fondations militaires, l'armée du Soudan détient secrètement 87 % de l'ONB, qui a un actif de 950 millions de dollars et représente une force principale dans le système financier du Soudan.

En 2015, la Banque centrale du Soudan contrôlait plus de 80 % de l'ONB. Dès 2019, l'ONB était presque entièrement entre les mains des forces armées, ce qui en faisait le symbole de l'économie du Soudan au sens large. Le seul propriétaire non militaire de l'ONB est la Karari International Foundation for Upbringing and Education, groupe qui possède des liens étroits avec l'armée.

Alors que les combats continuent entre les généraux belligérants du pays, le chef des SAF Abdel Fattah al-Burhan et le chef des Forces de soutien rapide (RSF) Mohamed Hamdan Dogolo alias Hemeti, il est important d'examiner le système des centaines d'entreprises contrôlées par l'état (SCE) qui représente 85 % de l'économie du Soudan, selon l'analyste Samah Salman qui a travaillé avec des sociétés internationales actives au Soudan.

« C'est un chiffre tout à fait incroyable », déclare Mme Salman à ADF, en notant que les forces de sécurité du Soudan contrôlaient 80 % du budget national pendant le régime de l'ex-dictateur Omar el-Beshir.

« Ceci ne crée aucun espace pour que le secteur privé puisse fonctionner, à moins de devenir complice et de respecter les règles du jeu », dit-elle.

Comme les SAF, les RSF possèdent leur propre banque, la banque Al-Khaleej. Celle-ci a un partenariat avec les Émirats arabes unis pour accéder aux institutions financières mondiales. Cette banque est la deuxième du Soudan en termes de capitalisation, derrière l'ONB. Elle est aussi connectée à la société GSK Advance qui est liée aux RSF et a été ciblée par des sanctions internationales en septembre 2023.

Les experts déclarent que la participation militaire au commerce joue un rôle dans les combats.

« Bien qu'il soit incertain que ces intérêts financiers et commerciaux aient été responsables pour le déclenchement du conflit, il est évident que les deux parties reconnaissent qu'elles ne peuvent pas diriger le Soudan sans détenir un certain pouvoir sur l'économie », déclare à ADF Denise Sprimont-Vasquez, analyste au Center for Advanced Defense Studies (C4ADS). « Le contrôle économique est crucial pour dominer ; par conséquent, aucun des côtés ne souhaite relâcher son emprise sur la partie de l'économie qu'il contrôle. »

L'étendue des opérations financières des généraux ajoute une dimension supplémentaire à l'expansion de leur guerre pour contrôler le Soudan. Chaque côté sait que



Grâce à sa participation dans le vaste réseau d'entreprises soudanaises contrôlées par l'état, le général Mohamed Hamdan Dogolo alias « Hemeti », chef des Forces de soutien rapide, est devenu l'un des hommes les plus riches du pays.



En tant que chef des Forces armées soudanaises, le général Abdel Fattah al-Burhan est à la tête d'un réseau d'entreprises d'état qui contrôle 85 % de l'économie du Soudan, ce qui lui profite finalement et profite aux élites militaires et politiques bien positionnées.

la victoire se traduira par une aubaine économique.

« Ils protègent tous les deux leur empire économique, déclare Mme Salman. C'est un scénario où "le gagnant rafle tout". »

### L'héritage du tamkeen

Le conflit en cours au Soudan est issu du vaste système de népotisme appelé « tamkeen » qu'Omar el-Beshir avait créé après son coup d'État de 1989 contre le gouvernement démocratiquement élu.

Contrairement aux putschistes précédents, il n'avait pas l'autorité politique nécessaire pour gouverner ; il s'est donc tourné vers le népotisme, achetant essentiellement les menaces potentielles en donnant aux chefs militaires et politiques davantage de pouvoir sur l'économie.

« El-Beshir était différent des dictateurs soudanais précédents, déclare Mme Salman. Il achetait la loyauté. »

Le système du tamkeen donna aux responsables de la sécurité et aux alliés islamistes du dictateur un contrôle sur presque tous les aspects de la vie publique au Soudan, selon le Dr Willow Berridge de l'université de Newcastle.

Depuis les champs de pétrole jusqu'aux mines d'or et aux terres agricoles, l'armée soudanaise est impliquée dans des centaines de sociétés qui contrôlent jusqu'à 85 % de l'économie nationale.



Le conflit en cours entre le général Abdel Fattah al-Burhan et son rival, connu sous le nom de Hemeti, est en fin de compte une lutte pour le contrôle de l'économie du Soudan, qui est presque entièrement contrôlée par l'armée.

Le système a produit un vaste réseau de sociétés telles que l'ONB, qui se disent privées mais sont en fait des SCE, appelées aussi sociétés paraétatiques. Les chercheurs de C4ADS définissent les SCE comme des sociétés qui sont détenues à 10 % au moins par le gouvernement ou par des membres des SAF, des RSF ou des agences de renseignements. Ce niveau de contrôle les rend vulnérables à la manipulation des propriétaires.

Les chercheurs de C4ADS ont identifié 408 SCE en fonction des données fournies par le ministère des Finances du Soudan, le Comité de démantèlement du régime avant le coup d'État de 2021 et des investigations indépendantes. Ils ont découvert que le gouvernement dissimulait sa possession des SCE de façon à contourner les sanctions internationales. Il « privatise » les SCE en transférant le titre de propriété à des sociétés sans but lucratif ou autres groupes finalement contrôlés par des membres du gouvernement ou ceux qui ont des connexions politiques.

Les structures de propriété des SCE montrent que les sociétés telles que l'ONB et le conglomérat de construction Zadna International Co. for Investment Ltd. sont

contrôlées soit directement par le gouvernement soit indirectement par l'intermédiaire d'autres sociétés que le gouvernement contrôle.

« Après 2000, le contrôle des SCE par le gouvernement a été masqué derrière les sociétés du réseau Giad de la Military Industry Corp., l'un des plus gros mandataires de l'actionnariat d'état », signalent les chercheurs de C4ADS. La Military Industry Corp. est un fabricant d'armes détenu par l'état avec des liens dispersés à travers l'économie du Soudan, y compris une participation à l'ONB par l'intermédiaire de trois de ses filiales.

### La distorsion du marché

Les bénéfices des SCE ne sont généralement pas sujets à des impôts, ce qui prive le gouvernement de revenus vitaux alors que leurs activités profitent à une cabale de responsables militaires et gouvernementaux. Les 408 SCE du Soudan sont actives dans tous les secteurs de l'économie, depuis les sociétés agricoles telles que White Nile Sugar jusqu'aux banques, aux mines d'or, aux transports, à la fabrication des armes et plus encore.

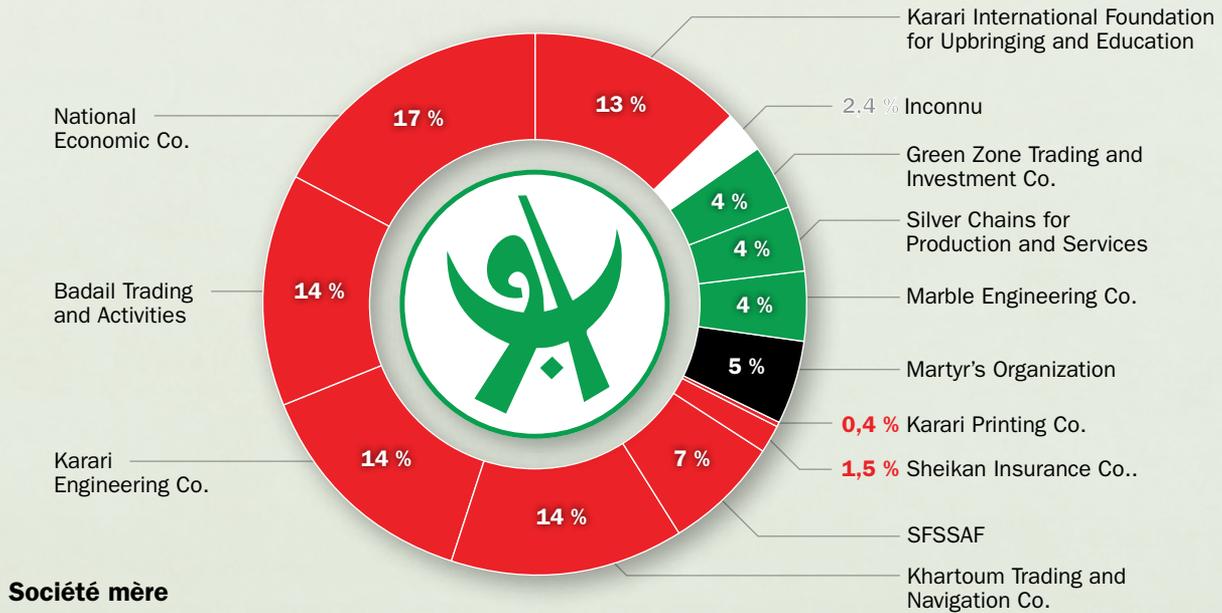
« Ces sociétés paraétatiques restent hors des marchés officiels, déclare Mme Salman. Elles forment un marché gris. Elles ont perverti le marché au Soudan. »

L'Institut Fraser du Canada classe le Soudan 162ème sur 165 pays en termes de liberté économique, au niveau de Cuba, de la Corée du Nord, du Venezuela et du Zimbabwe dans les derniers rangs du classement mondial. Le Soudan obtient aussi une note de 1,67 sur un maximum de 10 pour le degré auquel l'armée façonne les lois et la politique dans le pays. Plus basse est la note, plus forte est l'influence de l'armée.

« Le contrôle civil pro-démocratique de l'économie est une condition nécessaire pour la démocratie au Soudan »,

## Propriété publique multi-niveaux de l'ONB

En date de 2019, la Banque nationale d'Omdourman (ONB) au Soudan était détenue par un réseau de fondations caritatives et autres sociétés associées aux Forces armées soudanaises, qui possédait **87 %** de la banque.



### Société mère

- Military Industry Corp. (MIC)
- Autre
- Fonds spécial pour la sécurité sociale des Forces armées (SFSSAF)
- Forces armées soudanaises (SAF)

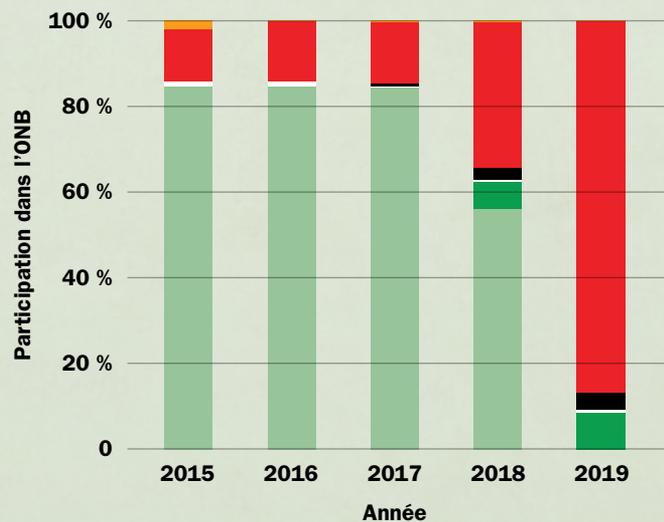
CENTRE POUR LES ÉTUDES AVANCÉES DE LA DÉFENSE

## Changements dans la propriété publique de l'ONB

Entre 2015 et 2019, la participation militaire dans la Banque nationale d'Omdourman est passée de moins de **20 %** à près de **90 %**, ce qui reflète l'économie soudanaise au sens large et laisse peu de place pour le fonctionnement des entreprises privées.

### Société mère d'actionariat

- Banque centrale du Soudan
- MIC
- Autre
- SAF
- SFSSAF
- État



CENTRE POUR LES ÉTUDES AVANCÉES DE LA DÉFENSE

écrivent les chercheurs de C4ADS dans leur analyse.

Les SCE soudanaises existent dans un système de monopoles verticalement intégrés. Le système a créé une corruption généralisée qui sape l'entreprise privée, selon les experts. Toute société privée essayant de faire des affaires au Soudan doit nécessairement participer à la corruption.

C4ADS a bâti sa base de données des sociétés soudanaises paraétatiques en traçant les lignes croisées des propriétaires, des conseils de direction et des bénéficiaires pour créer une carte de l'état profond dans le Soudan.

« Pendant les trente années du régime el-Beshir, alors que l'économie s'effondrait, l'état profond a renforcé son contrôle des ressources et des actifs des sociétés dans les secteurs clés du Soudan », ont écrit les analystes de

C4ADS dans leur rapport de 2022 intitulé « Breaking the Bank » [Faire sauter la banque].

Les SAF par exemple ont utilisé leurs connexions pour recevoir des lettres de crédit émises par les banques qu'elles contrôlaient et éviter les taxes à l'importation, ce qui leur a donné un avantage sur les autres sociétés privées qui ne pouvaient faire aucune de ces choses, selon le rapport de C4ADS.

Lorsque les Janjawids, précurseurs des RSF et dirigés par Hemeti, ont mené un assaut génocidaire de plusieurs années contre la population non arabe de la région du Darfour, M. el-Beshir a récompensé Hemeti en lui accordant le contrôle de la mine d'or Jebel Amir du Darfour.

« Hemeti est ainsi devenu le premier négociant d'or, contrebandier et garde-frontière du pays et les RSF sont

**« Pendant les trente années du régime el-Beshir, alors que l'économie s'effondrait, l'état profond a renforcé son contrôle des ressources et des actifs des sociétés dans les secteurs clés du Soudan. »**

*~ Rapport de C4ADS de 2022, « Breaking the Bank » [Faire sauter la banque].*



L'ex-président soudanais Omar el-Beshir (au centre) a participé au lancement de White Nile Sugar en 2012, une des centaines d'entreprises contrôlées par l'état qui sont au centre du conflit en cours entre les deux généraux qui dirigent le pays.

devenues les dirigeants militaires de facto du Nord du Darfour », écrit l'analyste Alex de Waal dans le livre « La démocratie inachevée du Soudan : promesse et trahison d'une révolution populaire ».

Lorsque la sécession du Soudan du Sud en 2011 élimina une grande partie des revenus pétroliers du Soudan, les mines d'or devinrent la source principale de monnaie forte du pays. Le contrôle par Hemeti d'une grande partie de l'industrie a fait de cet ancien éleveur de chameaux l'un des hommes les plus riches du Soudan. En tout, sa famille a un capital estimé à 9 milliards de dollars.

« Les RSF sont une affaire de famille avec une empreinte globale », déclarent les chercheurs de C4ADS.

Les revenus que Hemeti gagne avec les mines d'or, la contrebande et la location de ses combattants à d'autres pays l'ont aidé à créer une sorte d'état dans l'état. Grâce à des sociétés de façade à l'intérieur et à l'extérieur du Soudan, Hemeti a aussi amassé de vastes étendues de terres agricoles.

« Nous savions à tout moment quelles étaient les entreprises agricoles qu'achetait Hemeti, déclare Mme Salman. Mais il ne l'a pas fait tout seul. Il avait d'autres entités soudanaises ou des entités étrangères, des sociétés des Émirats, du Koweït. Il a une structure financière et légale très solide. »

En tant que chef des SAF et dirigeant de facto du Soudan, le général Burhan est à la tête d'un réseau financier qui englobe la société d'état Military Industry Corp., ainsi que ce qui reste de l'industrie du pétrole au Soudan. Jusqu'à présent, la lutte entre les SAF et les RSF n'a pas fait grand-chose pour endiguer l'approvisionnement du pétrole provenant du Soudan et de ses pipelines du Soudan du Sud.

Pendant que Hemeti utilise son argent pour financer les RSF, qui ont des effectifs de 100.000 personnes, il reste le premier bénéficiaire de son réseau d'entreprises. Par contre, le général Burhan est responsable pour payer le salaire d'un nombre équivalent de soldats, en plus des pensions pour les retraités des forces armées. Il doit aussi s'assurer que l'ancien népotisme d'Omar el-Beshir continue à profiter aux élites du Soudan.

« Burhan doit protéger cette vaste gamme d'intérêts pour lesquels il est l'un des bénéficiaires », déclare Mme Salman.

### Protéger leur territoire

Selon certaines évaluations, la profonde participation des forces armées dans l'économie du Soudan était la principale motivation pour le coup d'État d'octobre 2021 qui a perturbé le plan de transition du pays d'un régime militaire à un régime civil. Au cœur de la transition, le Comité de démantèlement du régime, connu dans le pays comme Comité d'élimination du tamkeen, entreprit de briser l'emprise de l'armée sur l'économie du Soudan.

Pendant qu'il était actif, le comité a récupéré des milliards de dollars d'actif acquis illégalement. Il a saisi plus de 50 sociétés et 60 organisations, plus de 420.000 hectares de terres cultivables et 2.000 hectares

de propriétés résidentielles, avec des hôtels, des écoles, des usines et un terrain de golf dans les faubourgs de Khartoum. La complexité délibérée de l'appartenance de certaines SCE a empêché le comité de les démanteler.

« Le démantèlement du complexe militaro-commercial émergeait tranquillement en tant que programme prioritaire de Hamdok [Premier ministre à l'époque], qu'il serait en mesure de promouvoir énergiquement lorsque la majorité militaire du Conseil de souveraineté serait éliminée », écrit le Dr de Waal dans « La démocratie inachevée du Soudan ».

Contre les souhaits des chefs militaires et paramilitaires du Soudan, le comité a documenté les réseaux de corruption des entreprises. Ce faisant, « il a suscité la colère des officiers militaires de haut rang en prenant pour cible les réseaux de contrebande d'or auxquels ils participaient », écrit le Dr de Waal.

Le coup d'État du 25 octobre 2021 a mis fin au plan de M. Hamdok et le gouvernement a rendu une grande partie des biens récupérés à leurs anciens propriétaires, pour rétablir le statu quo malgré le désir du peuple soudanais. Le nombre de SCE a fortement augmenté après le coup d'État, selon C4ADS.

« Les acolytes de l'époque el-Beshir et les membres militaires de haut rang du gouvernement de transition dirigé par les civils étaient opposés au contrôle civil véritable de l'état depuis le début, écrivent les chercheurs de C4ADS. Ils savaient que leur emprise sur l'économie du Soudan était indispensable pour qu'ils gardent un contrôle durable. »

### Échapper à la responsabilisation

Comme l'a démontré le coup d'État de 2021, la libération de l'économie soudanaise, bien que populaire aux yeux du public, n'est pas dans l'intérêt de l'armée du Soudan. Il en est de même pour la transition vers la démocratie.

« Tant que les structures économiques de l'état profond ne sont pas démantelées, l'armée continuera à détenir tous les atouts, ce qui ne leur donnera aucune motivation pour s'asseoir à la table des négociations », disent les chercheurs de C4ADS.

En continuant à corrompre l'économie pour leur bénéfice, les généraux Burhan et Hemeti et le reste des élites soudanaises préservent leurs richesses et leur confort tandis que leurs compatriotes ont des difficultés. Leur main de fer sur l'économie du Soudan les protège aussi contre la responsabilisation.

Les deux généraux ont joué un rôle dans le génocide du Darfour il y a une vingtaine d'années, déclare Mme Salman. Ils font l'objet d'une enquête par le Tribunal pénal international pour la violence que leur guerre actuelle a provoquée au Darfour et dans la région de la capitale. Le perdant de ce conflit perdra sans doute plus que son empire économique.

« C'est une situation aux enjeux très importants pour les deux hommes, dit Mme Salman. Ni l'un ni l'autre n'est motivé pour déposer les armes. C'est une stratégie de terre brûlée. » □



# **LES HACKERS PRENNENT POUR CIBLE LES GAINS NUMÉRIQUES**

# Les gouvernements agissent pour enrayer les attaques numériques en investissant dans la cybersécurité et en encourageant la transparence

PERSONNEL D'ADF

**L**e Kenya a lancé en grande pompe en 2023 la mise à niveau de sa plateforme numérique e-Citizen. Le système offre un accès à 5.000 services gouvernementaux dans plus de 100 ministères et agences, ce qui marque un grand pas en avant dans la capacité des citoyens d'obtenir un accès numérique à leur gouvernement.

Le président kényan William Ruto a déclaré : « Il y a peu de pays qui peuvent réaliser ce que nous avons réalisé. Lorsque je parle aux autres dirigeants, ils se demandent comment le Kenya peut numériser tant de services de l'état. Nous avons pu le faire parce que nous avons de jeunes créateurs, innovateurs et travailleurs, dans notre république. »

Seulement trois semaines plus tard, un groupe de hackers appelé Anonymous Sudan a revendiqué la responsabilité d'un barrage d'attaques distribuées de déni de service qui a stoppé l'accès à e-Citizen.

Le Kenya, qui possède l'une des économies numériques les plus avancées du continent, est devenu un modèle de modernisation. Mais la croissance s'accompagne de risques. Ce pays d'Afrique de l'Est a été frappé par une hausse de cyberattaques : 860 millions d'incidents l'année passée, comme l'a déclaré l'Autorité kényane des communications le 3 octobre 2023.

Les cyberattaques menées par des acteurs étatiques et non étatiques sont en hausse en Afrique et les experts font appel aux gouvernements pour fournir un plus grand financement et des ressources pour la cybersécurité.

« La cybersécurité n'est pas suffisamment priorisée par les gouvernements ou les fonctionnaires », déclare à ADF Anna Collard, vice-présidente principale de la stratégie de contenu pour la société de logiciels de sécurité KnowBe4 Africa. « 18 pays africains seulement sur 54 ont élaboré des stratégies nationales de cybersécurité et seulement 22 pays africains ont des équipes nationales de réponse aux incidents informatiques (CIRT). De nombreux pays et secteurs dépendent entièrement des investissements du secteur privé. »

Le Dr James Shires fait aussi partie de ceux qui avertissent les pays africains sur les risques qui accompagnent le développement du numérique, mais il recommande de ne pas généraliser la cybersécurité sur le continent.

Cet associé de recherche principal du programme international de sécurité de Chatham House a déclaré à



Malgré la prolifération rapide de la technologie du numérique et la croissance des aptitudes d'ingénierie sur le continent, un grand nombre de pays sont vulnérables aux opérations russes et chinoises de hacking.. REUTERS

ADF : « Les différences entre les secteurs sont réelles. Le Kenya et le Nigeria sont des secteurs vraiment bien préparés pour bâtir des CIRT. »

« La Tunisie et l'Égypte ont été de vrais leaders dans plusieurs secteurs de la cybersécurité. Il existe un secteur financier robuste en Afrique du Sud que j'utilise comme étude de cas et la cybersécurité est vraiment impressionnante et très mature. »

Mais, tout comme le reste du monde, les pays africains font face à un éventail de menaces en ligne.

**« Nous nécessitons la collaboration dans les secteurs privé et public et dans la communauté internationale pour aider les états africains avec le développement des capacités et la sensibilisation parmi les décideurs et les législateurs, aussi bien que le grand public. »**

**~ Anna Collard**, vice-présidente principale de la stratégie de contenu pour la société de logiciels de sécurité KnowBe4 Africa

## Les hacktivistes et la Russie

Le groupe de hackers Anonymous Sudan est apparu en janvier 2023 en tant que chaîne en langue russe de Telegram, une appli de messagerie instantanée. Les experts déclarent que le groupe n'a aucun lien véritable avec le Soudan et a collaboré avec deux cyberbandes russes notoires.

En mars 2023, lorsque les chercheurs ont remarqué que le groupe communiquait surtout en langue russe, Anonymous Sudan a supprimé ses anciens messages et a commencé à écrire en langue arabe rudimentaire. Il a fini par adopter le dialecte soudanais.

« Anonymous est une marque très évasive. Elle peut être cooptée, explique le Dr Shires. Bien qu'elle ait eu une forte identité hacktiviste auparavant, la Russie en particulier a utilisé une série de marques hacktivistes pour promouvoir ses propres objectifs. En France par exemple, il y a eu aussi d'autres opérations russes qui prétendaient être EIL. Il existe donc toute un éventail de ce que l'industrie de la cybersécurité appelle « faux pavillons » dans les opérations cybernétiques russes. Et ils le font très bien. »

De nombreux acteurs de la communauté de cybersécurité ont évalué les attaques, les origines et le modus operandi d'Anonymous Sudan et constatent des liens évidents avec la Russie. Certains soupçonnent que le financement nécessaire aux attaques du groupe, notamment l'attaque contre e-Citizen au Kenya, indique une participation russe.

Lorsqu'elles sont conduites par les pays, les opérations cybernétiques telles que l'espionnage et le hacking servent des objectifs stratégiques. Le matériel coûte cher et les aptitudes requises sont très demandées, selon le Dr Shires.

« Ce sont des ressources peu abondantes. Elles sont chères, non pas en termes militaires, mais elles restent onéreuses. C'est un indice, pas une conclusion. Certains acteurs non étatiques peuvent avoir de très bonnes aptitudes mais, en général, la sophistication indique des ressources, et les ressources indiquent le soutien d'un état. »

La Russie conduit aussi des campagnes de guerre de l'information dans certaines régions d'Afrique. Grâce à son réseau complexe de sociétés de façade, aux groupes mercenaires et autres agents, la Russie n'a pas cessé de conduire des campagnes de désinformation et de désinformation sur les réseaux sociaux et les plateformes en ligne d'Afrique.

En appuyant, payant et utilisant les acteurs influents locaux, la propagande et les informations fallacieuses de la Russie sont devenues plus sophistiquées. Dans certains pays africains, les agents russes détiennent ou gèrent des entreprises médiatiques.

Ces risques de responsabilisation cybernétique appartiennent à une catégorie appelée par le Dr Shires menaces contre l'intégrité.

« Les gens font-ils confiance à ce qui est en ligne ? Font-ils confiance à ce qu'ils voient

provenir des gouvernements ou sur les plateformes des réseaux sociaux ? Il y a beaucoup de désinformation et de mésinformation, et cela rend l'éco-système informationnel moins fiable et moins crédible. »

## Les antécédents chinois des cyberattaques

Le 24 mai 2023, une investigation conduite par Reuters a révélé que des hackers chinois avaient engagé une campagne généralisée de cyberattaques pendant des années contre le gouvernement kényan concernant son endettement envers la Chine, parmi d'autres questions économiques et politiques.

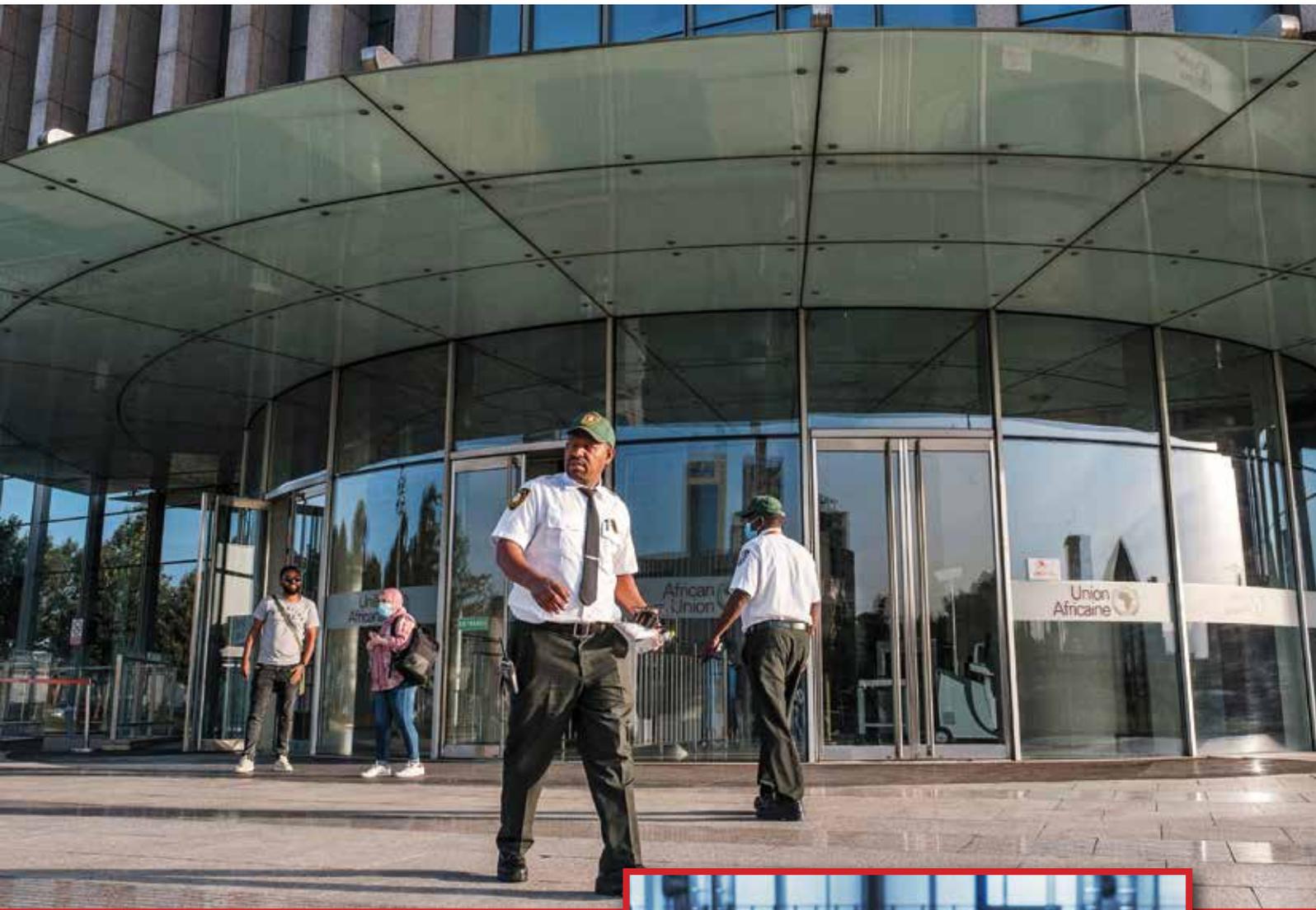
Elle a commencé à la fin 2019 lorsqu'un employé du gouvernement kényan a téléchargé sans le savoir un document infecté d'un maliciel qui a permis aux hackers d'infiltrer un serveur utilisé exclusivement par le Service national des renseignements, principale agence d'espionnage du Kenya, et d'accéder à d'autres agences.

« Beaucoup de documents du ministère des Affaires étrangères et du département des Finances ont été volés », a déclaré un expert kényan de la cybersécurité au service de presse.

Deux sources de l'investigation de Reuters déclarent que le hacking montre que la Chine utilise l'espionnage et les violations cybernétiques illégales pour surveiller les gouvernements et protéger ses intérêts économiques et stratégiques.

Pour Mme Collard, le Dr Shires et de nombreux autres experts, ces informations ont fait rappeler un autre hacking chinois notoire entrepris pendant plusieurs années.

En 2017, des responsables ont découvert des bogues au siège social de l'Union africaine à Addis-Abeba (Éthiopie),



qui avait été construit en 2012 par les Chinois comme cadeau de 200 millions de dollars. Des investigations ont révélé que les données confidentielles avaient été transmises à des serveurs de Shanghai pendant cinq ans.

L'analyste d'investissements Aly-Khan Satchu, basé à Nairobi, déclare que l'arnaque contre l'UA était « vraiment alarmante » parce qu'elle a montré que « les pays africains n'avaient aucune influence sur la Chine ».

Il a dit au journal Financial Times : « En Afrique, il existe une théorie selon laquelle la Chine est le Père Noël. C'est faux. Nos responsables doivent abandonner cette notion. »

L'arnaque de l'UA et celle du Kenya en mai 2023 sont révélatrices, déclare le Dr Shires, mais elles ne sont pas surprenantes.

« On constate l'intérêt stratégique de la Chine pour recueillir des données dans divers lieux du continent africain, et on s'attendrait à ce qu'elle soit persistante, patiente vis-à-vis d'une cible stratégique. »



**EN HAUT** : Le siège social de l'Union africaine à Addis-Abeba (Éthiopie) était la cible de l'un des hackings chinois les plus notoires lors de sa découverte en 2017. AFP/GETTY IMAGES

Les pays africains sont exhortés à investir dans l'éducation informatique pour aider à combattre la menace croissante des cyberattaques



Un membre du groupe hacktiviste Anonymous porte un masque en menant une opération cybernétique.

AFP/GETTY IMAGES

La Chine a nié toute participation à l'arnaque de l'UA, comme elle l'a fait dans sa réponse de mai 2023 aux allégations du Kenya. Mais dans l'environnement numérique, il est plus difficile que jamais pour les attaquants de dissimuler leur piste.

La technologie numérique chinoise est quasi-omniprésente en Afrique, depuis les systèmes de surveillance gouvernementaux jusqu'aux smartphones, marché dominé par les marques chinoises.

« La Chine a fortement investi en Afrique, déclare Mme Collard. Les sociétés technologiques comme Huawei sont très prédominantes dans les organisations et les télécoms africaines. »

Huawei, premier fabricant mondial d'équipement de réseau cellulaire, a vendu 70 % des stations de base 4G utilisées sur le continent. Puisqu'elle est prête à dominer aussi le marché du 5G, de vastes dépôts de données africaines sont menacés par le Parti communiste chinois, qui a adopté au cours des dernières années des lois exhaustives qui exigent que les sociétés fournissent une assistance pour collecter les renseignements nationaux.

« Un grand nombre de gouvernements africains invitent la Chine à les aider avec leurs défis de sécurité, notamment la sécurité en ligne, déclare Mme Collard. La

Chine n'est pas vraiment considérée comme un acteur malveillant, malgré des indications de ses tactiques d'espionnage. Les décideurs d'ici agissent principalement en fonction du prix et ignorent toute conséquence potentielle sur la confidentialité à cause des économies réalisées. D'autres peuvent ne pas avoir la compréhension nécessaire de ce que pourraient être ces conséquences sur la confidentialité. »

Un grand nombre de pays africains autoritaires sont intéressés à employer la technologie chinoise, précisément pour ses aptitudes à surveiller, traquer et supprimer.

« Ils pourraient voir des avantages évidents dans l'utilisation des mécanismes de censure de la technologie de Huawei et des autres fournisseurs de technologie », ajoute Mme Collard.

### Comment déjouer les menaces cybernétiques

À mesure que la technologie du numérique prolifère sur le continent, ce dernier devient un champ de bataille cybernétique florissant, un milieu obscur d'espionnage et de désinformation.

En ce qui concerne les opérations de renseignement secrètes, la distinction entre l'approche Chinoise et l'approche Russe était auparavant plus grande.



Le siège social de l'UA est l'un de nombreux bâtiments gouvernementaux du continent africain utilisant une technologie de l'information et des communications fournie par la Chine. Certains observateurs avertissent que cette technologie est vulnérable au hacking et à l'espionnage. AFP/GETTY IMAGES



Le président kényan William Ruto (à gauche) observe une démonstration de Gava Mkononi, plateforme de services gouvernementaux numériques, le 30 juin 2023 au Centre international de convention Kenyatta à Nairobi. RÉPUBLIQUE DU KENYA

Il y a cinq ans, le Dr Shires aurait caractérisé les opérations cybernétiques secrètes de la Chine de « très bruyantes et sonores. Ils voulaient agir à grande échelle et ne se préoccupaient pas d'être découverts ».

De l'autre côté, la Russie avait des cibles plus spécifiques et faisait de grands efforts pour ne pas être identifiée. Aujourd'hui, la différence est moindre.

« La Chine a des capacités beaucoup plus sophistiquées, dit-il. Ils ciblent les réseaux d'infrastructure critiques qui ont des impacts en Afrique. Simplement pour leur taille, la capacité ou l'ampleur du cyber-espionnage chinois est bien supérieure à celle de la Russie.

« Mais plutôt que d'avoir un acteur ciblé et furtif [la Russie] et un gros acteur bruyant [la Chine], vous avez maintenant aussi un gros acteur furtif, qui est aussi la Chine. C'est donc un peu le pire des deux situations. »

Le Dr Shires pense que, pour déjouer ces changements de stratégie, il est nécessaire d'adopter la transparence, la persistance et la coopération internationale. Voici comment ces sujets se déclinent :

- **La transparence** : On dit que la lumière du soleil est le meilleur désinfectant. En ce qui concerne les cyber-attaques, l'attribution publique se fait en désignant un acteur malveillant comme responsable. « L'attention est une bonne chose et l'attention galvanise souvent les réponses de politique. Vous ne vous attendez pas à une réaction de la part de l'acteur malveillant ou de l'état particulier ciblé par les rapports, mais vous changez la perception du public. C'est un changement à long terme. Mais les rapports plus fiables dans le domaine public font une très grande différence pour ce qui peut être fait dans l'espace politique sur ces questions. »
- **La persistance** : « Au cours du temps, le nombre d'incidents commence à changer la perception publique et la perception politique [des acteurs malveillants]. C'est

donc un résultat indirect de la transparence. Mais vous avez besoin de la transparence plus que de la persistance pour réaliser cela. Parce que si, par exemple, la Chine se rend compte qu'au Kenya ses opérations de hacking provoquent des problèmes avec le gouvernement kényan à cause des annonces publiques et de leur condamnation au cours du temps, ceci pourrait entrer en jeu dans les négociations diplomatiques puis, finalement, dans la coopération réelle. »

- **La coopération internationale** : Les pays pourraient être plus résilients s'ils œuvraient ensemble pour dénoncer les cyberattaques. Le Dr Shires déclare que les pays pourraient émettre une déclaration sur une base régionale ou continentale pour indiquer : « Nous sommes d'accord qu'il s'agit d'une ligne infranchissable. » Il existe des normes très diffusées qui déclarent que les attaques cybernétiques contre l'infrastructure critique ou les organisations de défense sont hors limites. Et donc, s'il existe une coopération internationale en Afrique pour essayer de renforcer ces normes, ce serait une mesure extrêmement positive. »

Mme Collard convient de la nécessité d'une vaste coalition de partenaires internationaux et régionaux pour travailler avec les responsables africains dans le but de financer et de développer l'infrastructure de cybersécurité, le talent, les stratégies et les réponses aux attaques.

« Nous nécessitons la collaboration dans les secteurs privé et public et dans la communauté internationale pour aider les états africains avec le développement des capacités et la sensibilisation parmi les décideurs et les législateurs, aussi bien que le grand public », déclare-t-elle, parce que les menaces continueront simplement à croître.

« La majorité des incidents de cybersécurité ne sont ni signalés ni résolus, ce qui signifie que les menaces cybernétiques en Afrique sont probablement bien pires que ce qui est reconnu. » □



# « J'ai toujours cru dans l'éducation du soldat »

Une conversation avec le major-général Richard Addo Gyane, commandant du centre international de formation de maintien de la paix Kofi Annan



Les gardiens de la paix ghanéens au Soudan du Sud défilent lors d'une cérémonie de remise des médailles. L'ONU, l'UA et les communautés économiques régionales recherchent des moyens de réformer les missions de maintien de la paix pour améliorer leurs résultats. MINUSS



*Pendant plus de trente ans de carrière militaire, le major-général Gyane a assumé des postes clés dans les Forces armées du Ghana : commandant de l'atelier de la base des officiers, Camp Burma ; commandant du quartier général de l'Armée de terre ; directeur de logistique de l'Armée de terre ; directeur par intérim de l'administration de l'Armée de terre ; directeur général des plans, de la recherche et du développement au grand quartier général. Il a participé aux missions de maintien de la paix des Nations unies au Liban, en République démocratique du Congo et au Sahara occidental. Il a participé aux missions des Nations unies et de la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en Sierra Leone. En 2022, il a été nommé commandant du centre international de formation de maintien de la paix Kofi Annan (KA IPTC). Il a parlé à ADF par vidéo-conférence depuis son bureau à Accra. Cette interview a été modifiée pour des raisons de longueur et de clarté.*

*ADF : Vous avez plusieurs diplômes et certificats dans des domaines allant du génie mécanique aux affaires internationales et à l'administration et la gestion d'entreprise. Pourquoi avez-vous décidé de poursuivre votre éducation pendant votre carrière militaire ?*

**Général Gyane :** Le savoir est devenu tout à fait crucial dans le monde où nous vivons. Bien que les forces armées vous forment et vous donnent les connaissances et les outils nécessaires pour accomplir les tâches militaires, ce qu'elles font très bien, j'ai aussi pensé à la nécessité d'ajouter à cela. En étant plus éduqué avec des connaissances plus diversifiées, vous êtes une meilleure personne, vous êtes capable d'apprécier les gens, les autres cultures, et cela vous aide en tant que leader. Et de façon plus importante, cela aide votre esprit critique. Tout cela vous permet d'être une personne possédant de multiples talents, une capacité multitâche. Et tout entre en jeu au niveau de la gestion de haut rang.

Par exemple, je provenais d'un environnement purement militaire lorsque j'ai accédé au KA IPTC, dont l'environnement est quasi-militaire et inclut l'Institut des femmes, de la paix et de la sécurité ; nous avons un service de formation qui offre environ 35 cours par an et nous avons un service académique et de recherche. En provenant d'un milieu purement militaire, comment gérer le travail académique ou les professeurs ? Le fait qu'ils ont l'impression que vous avez aussi des connaissances veut dire que vous vous intégrez dans ce milieu.

*ADF : De nombreux pays investissent dans l'éducation militaire professionnelle (EMP) afin de professionnaliser leurs forces armées. Le Ghana par exemple a récemment annoncé qu'il allait créer une université de la défense nationale. Selon vous, quelle est la valeur d'un investissement dans l'EMP pour le bénéfice des forces armées d'un pays ?*

**Général Gyane :** J'ai toujours cru dans l'éducation du soldat. Bien qu'il soit censé obéir aux ordres, il devient un meilleur soldat s'il apprécie qu'il œuvre dans un

environnement sécuritaire au sens large, et que la défense est seulement une partie de ce dernier. Il peut aussi apprécier avant toute chose pourquoi nous avons la sécurité : c'est pour le développement de notre peuple. Une fois que le soldat comprend cela, il n'abusera pas et n'exploitera pas la population civile, comme cela s'est produit dans tant de pays. L'éducation est cruciale.

*ADF : Au cours de votre service, vous avez participé à des opérations de maintien de la paix au Liban, en République démocratique du Congo (RDC) et en Sierra Leone. Quelles sont les leçons que vous avez apprises dans ces missions sur la façon d'être un gardien de la paix efficace ?*

**Général Gyane :** Alors que je participai à ces missions, j'ai constaté un triste environnement de destruction et de pauvreté, de découragement et de désillusion. Vous voyez les regrets dans le visage des gens. J'ai appris qu'il existait une ligne très mince entre la paix et la guerre. Nous ne devrions jamais entrer dans le domaine du conflit parce que cela fait reculer tout le monde. Cela fait reculer le développement, les gens perdent confiance en eux-mêmes en tant qu'êtres humains et la reprise nécessite une période très longue. J'ai appris que la démocratie, en particulier dans notre région du monde, n'a pas été très efficace ou efficace. Nous avons un problème de mauvaise gouvernance. Il y a des abus de pouvoir, il y a la corruption, il y a le tribalisme, le népotisme et l'idée que le vainqueur rafle tout. Cela engendre la haine. Cela divise un pays. Mais les coups d'État sont-ils une réponse ? Non. J'ai aussi appris que la démocratie est la meilleure option et que nous n'avons pas d'alternative. Mais nous devons la faire réussir en encourageant les gens à ne pas prendre les armes et renverser les gouvernements.

*ADF : Aujourd'hui, les missions de maintien de la paix font face à des menaces croissantes de la part des groupes extrémistes, ainsi qu'à une hostilité de la part des populations civiles dans les pays hôtes. Les missions de l'ONU au Mali et en RDC ont été forcées d'annoncer des dates de fin de mission parmi les*



Des gardiens de la paix ghanéens à Bentiu (Soudan du Sud) interagissent avec les civils pendant les patrouilles. MINUSS



Le major-général Richard Addo Gyane s'exprime lors d'une cérémonie de remise des diplômes au KAIPTC en décembre 2023. KAIPTC

*manifestations et l'hostilité des gouvernements. Que doit-on faire pour réformer les missions afin qu'elles soient préparées à satisfaire aux demandes des populations locales et à affronter les menaces complexes du 21<sup>ème</sup> siècle ?*

**Général Gyane :** En 2017, le lieutenant-général Carlos Alberto dos Santos Cruz [officier brésilien qui avait été commandant de la force dans deux missions onusiennes] a publié un rapport qui a lancé beaucoup de conversations sur la viabilité des mandats ainsi que l'évolution de l'instrument de maintien de la paix proprement dit. Il existe de nombreux défis, notamment l'incapacité des troupes étrangères à agir avec décision pour protéger la population lorsqu'elles sont attaquées. Les opérations de paix font aussi face à une crise politique et financière. Pour affronter cela, le général a recommandé que les acteurs de la paix changent leur état d'esprit. Les missions doivent avoir les aptitudes et les capacités requises : des ressources. Il a aussi recommandé d'adapter la puissance de la force des missions pour qu'elles aient un impact positif sur la communauté. Il a déclaré que nous devrions nous tenir responsables nous-mêmes pour empêcher les décès. Parfois, le mandat ne précise pas clairement s'il s'agit d'une mission de maintien de la paix ou une mission de mise en application de la paix. Lorsque quelqu'un est attaqué, il s'adresse au contingent et les gardiens de la paix disent : « Nous ne sommes pas ici pour mettre en application la paix ». Et les gens posent des questions, par exemple : « Pourquoi êtes-vous ici ? »

*ADF : Que peut-on faire pour changer cela ?*

**Général Gyane :** Vous devez concevoir la mission correctement. Pensez aux contingents que vous réunirez. Quel est leur engagement envers le peuple dans cet environnement ? Je suis certain que s'il y a un problème au Togo et vous y envoyez des troupes ghanéennes, elles voudraient se battre parce que tout ce qui se passe au Togo a un direct impact sur elles. Si vous avez un Asiatique dans les combats, cela est plus difficile : peut-être ne le fera-t-il

pas. La conception doit donc être correcte. Vous devriez avoir des contingents qui sont vraiment engagés dans cette mission. Bien sûr, vous nécessitez la logistique appropriée pour les soutenir. Les gardiens de la paix eux-mêmes devraient être tout à fait transparents. Ils ne devraient pas prendre parti, et leur style de vie ne devrait pas être trop différent de celui de la population locale. Cela engendre le ressentiment. Vous devez mettre l'accent sur la coopération civilo-militaire (CIMIC) pour que la population locale puisse sentir qu'elle bénéficie de l'existence de la mission. Par exemple, dans le Sud du Liban, les gens sont principalement des bergers, aussi le contingent ghanéen de la mission onusienne a envoyé un certain nombre d'officiers vétérinaires pour qu'ils se rendent dans les maisons et prennent soin des animaux. Nous avons envoyé des femmes officiers pour leur enseigner et leur fournir des aptitudes. C'est ce qui est requis. La population sent qu'elle bénéficie de votre présence.

*ADF : Que peut faire le KAIPTC pour mieux préparer les gardiens de la paix à relever ces défis ?*

**Général Gyane :** Le KAIPTC a été créé pour soutenir l'architecture de paix et de sécurité de la CEDEAO, l'Union africaine et l'ONU. Nous concevons nos cours, notre développement des capacités et nos dialogues en fonction des idées de ces organisations. Lorsque des thèmes comme les missions conduites par les Africains sont abordés, ou [des débats sur] la mise en application de la paix plutôt que le maintien de la paix, nous nous adaptons pour nous intégrer dans cet espace. Nous étudions comment les éléments tels que le terrorisme, la cybercriminalité, le changement climatique, la migration et d'autres tendances émergentes affectent le maintien de la paix et nous nous positionnons et nous ajustons à mesure que ces facteurs évoluent. Nous aidons aussi les gardiens de la paix à prendre des décisions en temps réel et nous souhaitons bâtir une plateforme sur laquelle nous pourrions partager les connaissances provenant de nos recherches avec les établissements de maintien de la paix à l'avenir. Nous voulons approfondir la

collaboration entre les organisations non gouvernementales et les législateurs. Tout ce que nous faisons sera guidé par les politiques de la CEDEAO, l'UA et l'ONU.

*ADF : L'UA a assumé un rôle directeur pour intervenir dans un grand nombre de conflits sur le continent. Aujourd'hui, l'UA supervise 10 opérations de paix avec plus de 70.000 femmes et hommes dans 17 pays. Pensez-vous que les opérations dirigées par les Africains aient une unique capacité pour affronter certaines menaces sécuritaires ? Si oui, pourquoi ?*

**Général Gyane :** Auparavant, nous pratiquions surtout le maintien de la paix. Par exemple, au Sahara occidental vous aviez un « mur des Sables », avec les Sahraouis d'un côté et les Marocains de l'autre. On a donc déployé des soldats pour s'assurer que personne ne le franchisse. Aujourd'hui, le maintien de la paix est devenu complexe avec le terrorisme et les autres menaces. Par conséquent, nous passons du maintien de la paix à l'application de la paix. En ce qui concerne l'application de la paix, comme je l'ai dit, la motivation des pays contributeurs de soldats est cruciale. Si quelque chose se produit au Nigeria, j'irai volontiers là-bas pour me battre parce que je sais que le Ghana pourrait être affecté facilement. Il y a quelque chose pour moi qui vaut la peine de lutter. Lorsque vous amenez un gardien de la paix d'Europe ou d'Asie, quel est son engagement ? Lorsque le génocide s'est déclenché au Rwanda et il est devenu difficile de rester dans cet environnement, presque tous les pays sont partis. Le seul pays qui soit resté est le Ghana, parce que nous avons compris que nous devons protéger les Rwandais. Même dans la mission ECOMOG (Brigade de surveillance de la CEDEAO), les pays de la sous-région ont lutté. Selon une perspective historique, nous constatons ce que peuvent faire les missions dirigées par les Africains. Nous savons que les Africains peuvent accomplir la tâche lorsqu'ils ont la formation et les ressources nécessaires. Mais c'est avec l'équipement et les ressources que je pense que la communauté internationale devrait venir nous soutenir. Je n'exigerai pas que la totalité de la mission soit africaine. Elle devrait être dirigée par les Africains mais la logistique, les finances, les systèmes juridiques et tout le reste devraient toujours être gérés par la communauté internationale. Lorsque vous faites cela, vous pouvez alors soutenir les intérêts de la communauté internationale dans les missions.

*ADF : Au cours des deux dernières années, un nombre troublant de coups d'État militaires ont été enregistrés en Afrique de l'Ouest. Comment expliquez-vous cette tendance et que faut-il faire pour l'inverser ?*

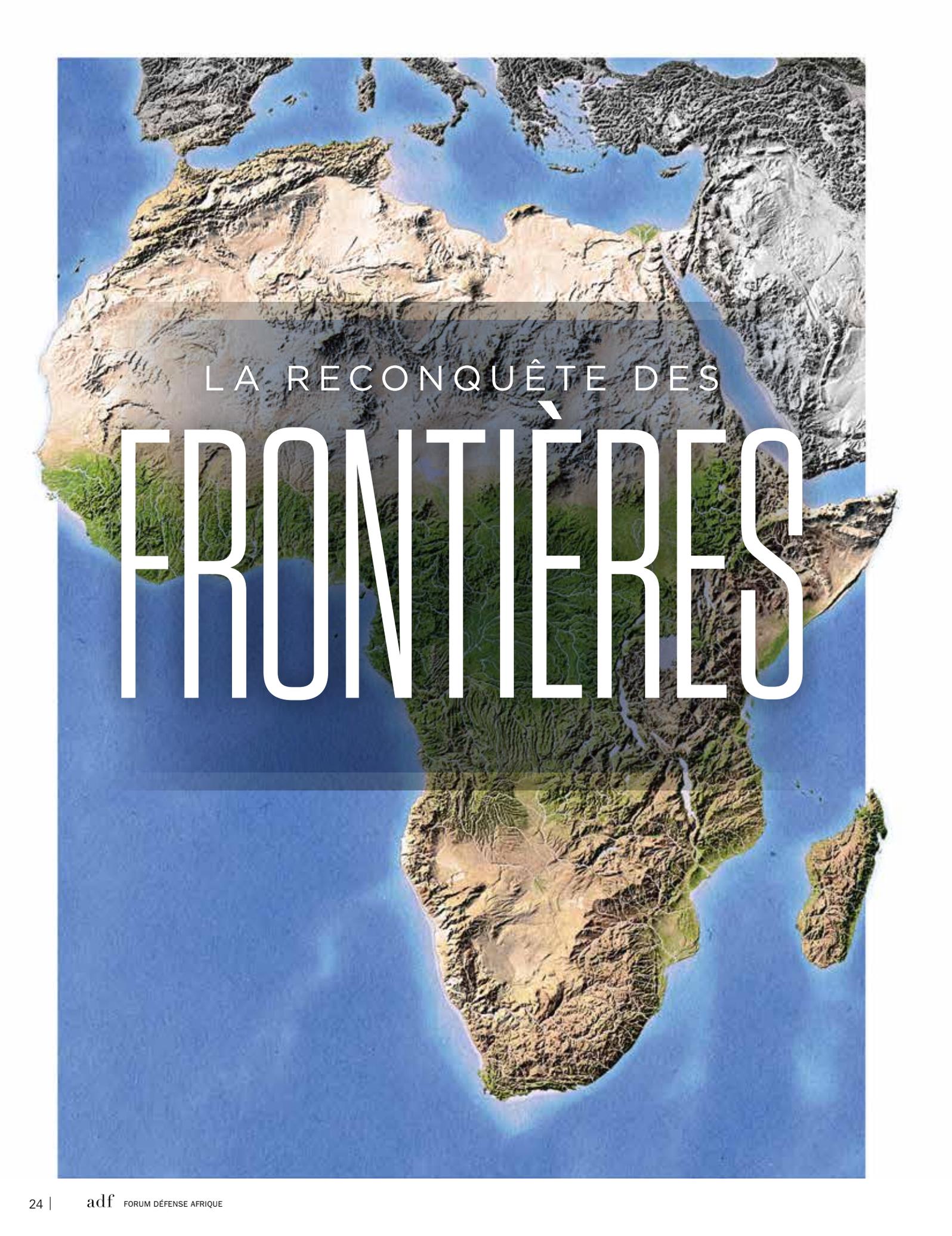
**Général Gyane :** J'ai toujours dit que les choses les plus importantes sont le leadership et la gouvernance. Au Ghana depuis 1992 [lorsque le pays a fait sa transition vers un régime civil], nous avons eu de très bons résultats avec l'économie, le développement humain, l'éducation, y compris l'enseignement secondaire gratuit. Aujourd'hui, si vous allez dans nos universités, 51 % des étudiants sont des femmes. La Juge en chef de la Cour suprême est une

femme ; il en est de même pour le chef de la commission électorale. Ceci démontre le développement de la nation. Lorsque le système de gouvernance est robuste, la nation fonctionne plutôt bien. Mais si le système de gouvernance est faible, lorsque des élections se produisent, le parti sortant veut se maintenir au pouvoir. Et lorsque les choses ne fonctionnent pas bien, ils gèrent mal la diversité. Au lieu de détenir un atout fort dans la diversité, celle-ci devient une carte très faible et fragilise beaucoup nos pays. Je pense que nous avons eu beaucoup de coups d'État parce que nos systèmes de gouvernance ont été affaiblis. Le leadership est arrogant dans l'ensemble du continent. Et nos institutions, en particulier nos organismes régionaux, sont plus aptes à la résolution des conflits qu'à la prévention des conflits.

*ADF : Les pays d'Afrique de l'ouest, y compris le Ghana, font face à des menaces croissantes de la part des groupes extrémistes basés au Sahel. Ces groupes ont exprimé leur intention de se propager vers la côte et de recruter dans les pays tels que le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo. Tous ces pays consacrent des ressources pour protéger leurs frontières du Nord. Que peuvent faire les pays d'Afrique de l'Ouest pour œuvrer ensemble afin d'enrayer la propagation de l'extrémisme ?*

**Général Gyane :** Si vous considérez nos frontières, elles sont très poreuses. Si vous allez dans la région Nord du Ghana, vous ne savez pas où se termine le Burkina Faso et où commence le Ghana. Les gens bâtissent des maisons sur la frontière. Ils se lèvent le matin et font leur toilette dans un pays, puis ils franchissent la frontière pour aller faire des affaires dans un autre pays. Il est donc très important de travailler ensemble. L'Initiative d'Accra est une bonne chose, mais ce sont les ressources dont on a besoin. Si vous observez les zones près de nos frontières du Nord, elles sont aussi les zones les plus pauvres du pays. Nous avons là-bas une explosion démographique de jeunes ; les jeunes ne travaillent pas et ils deviennent vulnérables face à la radicalisation. Bien que le Ghana et ces autres pays aient commencé à déployer des soldats, des unités opérationnelles avancées sur les frontières, ce qui est aussi crucial, c'est la CIMIC et sa composante non cinétique. Le travail non cinétique consiste à s'assurer que la population ait de quoi manger, qu'elle ait des trous d'eau ; vous les aider avec leurs cultures et leurs routes et vous leur donnez l'alimentation électrique. Ceci les rendra moins vulnérables à la radicalisation. C'est l'initiative correcte. La CEDEAO et l'UA devraient soutenir le Ghana et les pays côtiers pour qu'ils se protègent eux-mêmes et empêchent ce mouvement djihadiste.

Cela est faisable. Il y a six ou sept ans, le golfe de Guinée était l'une des mers les plus dangereuses du globe. Depuis que nous avons commencé à œuvrer ensemble en employant le Protocole de Yaoundé, la sécurité maritime s'est considérablement améliorée. Nous travaillons ensemble pour protéger les ressources naturelles, en partageant les renseignements, en conduisant des opérations conjointes ; avec l'aide de Dieu, je crois que nous pourrions réussir. □

An aerial topographic map of the African continent, showing various terrain features like mountains, valleys, and rivers. The map is centered on the continent, with the Atlantic Ocean to the west and the Indian Ocean to the east. A semi-transparent dark grey horizontal band is overlaid across the middle of the map, containing the title text.

# LA RECONQUÊTE DES FRONTIÈRES

# LES EXPERTS CHERCHENT DES SOLUTIONS ALORS QUE LES EXTRÉMISTES ET LES TRAFIQUANTS EXPLOITENT LES RÉGIONS FRONTALIÈRES NÉGLIGÉES

PERSONNEL D'ADF

Les régions frontalières ont tendance à être des lieux de possibilité et de péril. C'est là que les cultures se rencontrent, que le commerce (légal ou non) prospère, que les voyages démarrent ou aboutissent.

Puisqu'elles sont souvent éloignées des capitales nationales, les communautés frontalières reçoivent en général des investissements modestes et les personnes qui y vivent sont vulnérables à cause de la coercition perpétrée par les groupes criminels ou les extrémistes.

« Les zones de frontière en Afrique sont en général caractérisées par une faible présence de l'état, un manque de confiance entre les communautés locales et l'état et un haut niveau de criminalité, d'insécurité et de pauvreté », a écrit le Centre africain pour la résolution constructive des litiges (ACCORD) pour son étude de la gestion des conflits dans les zones frontalières.

Les chiffres indiquent que les frontières sont un point faible de la sécurité. En Afrique du Nord et en Afrique

de l'Ouest, 23 % de tous les événements violents se produisent à moins de 20 km d'une frontière. La violence frontalière est en hausse depuis une dizaine d'années, ayant plus que doublée entre 2011 et 2021, selon un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur la violence frontalière en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest. Au cours des six premiers mois de 2021, 60 % des victimes des événements violents ont été tuées à moins de 100 km d'une frontière.

En fait, l'OCDE a découvert que le nombre d'événements violents décroît en général à mesure que l'on s'éloigne d'une frontière.

« La concentration de la violence près des frontières fait rappeler que la circulation de l'argent, des personnes et des armes à travers la région est centrale pour comprendre les hausses et les baisses de violence d'un état à l'autre en fonction du temps », déclare le rapport de l'OCDE.



Un repère près de Tengréla (Côte d'Ivoire) indique une distance d'un kilomètre avec la frontière malienne. REUTERS

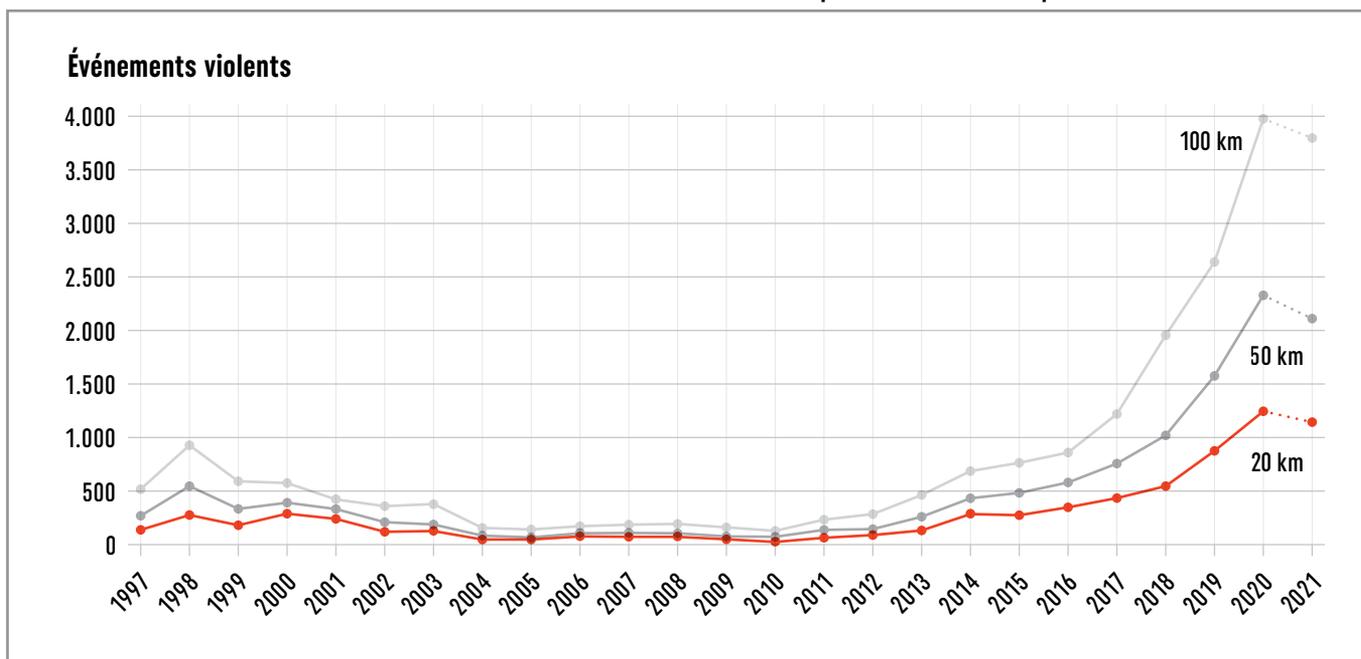


Des femmes traversent le lit asséché de la Volta Blanche pour se rendre dans leur ferme au Burkina Faso depuis Issakateng-Bausi à Bawku, dans le Nord du Ghana. AFP/GETTY IMAGES



Dans le cadre de leur processus de réaffirmation des frontières, la Commission des frontières du Ghana et la Commission des frontières terrestres du Togo ont organisé un programme de sensibilisation conjoint pour les communautés frontalières. COMMISSION DES FRONTIÈRES DU GHANA

## Événements violents en fonction de la distance à la frontière en Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest (1997 à 2021)



Source : OCDE avec données ACLED

Ce tableau montre une hausse des événements violents à moins de 100 km d'une frontière nationale en Afrique du Nord et de l'Ouest entre 1997 et 2021. ILLUSTRATION D'ADF

Que peut-on donc faire ? Les professionnels de la sécurité examinent plusieurs stratégies pour reconquérir les frontières.

### LA DÉMARCATIION

Il est fréquent que les pays ne soient pas d'accord sur la position exacte d'une frontière. Une étude conduite par l'Union africaine en 2015 a découvert que seulement 29.000 km de frontière nationale, soit 35 % de la longueur totale des frontières africaines, sont effectivement démarquées.

Ce manque de clarté a des conséquences sur la sécurité. Il y a plus de 100 litiges frontaliers actifs entre les pays du continent. Ils peuvent conduire à des accrochages mineurs entre les communautés ou à la guerre totale entre les pays.

Le Ghana est un pays qui prend des mesures pour faire face à ce problème. La commission des frontières du pays a entrepris la tâche difficile de « réaffirmer » sa frontière de plus de 1000 km avec le Togo. Ceci nécessite l'examen des documents hérités par les deux pays qui remontent aux années 1920 et qui sont écrits en anglais pour le Ghana et en français pour le Togo. Les arpenteurs des deux pays remplacent les poteaux de démarcation qui ont été endommagés par l'érosion ou déplacés parce qu'ils n'étaient pas suffisamment enterrés. Les pays accroissent la fréquence de positionnement des poteaux le long de la frontière pour éviter la confusion.

« À cause des distances entre les poteaux, ces communautés qui vivent le long de la frontière ne peuvent pas déterminer où se trouve celle-ci », déclare à ADF le

major-général Emmanuel Kotia, coordinateur national de la Commission des frontières du Ghana. « Ils avancent dans le territoire d'un autre pays et ils le cultivent, ou ils construisent une maison dans un autre pays. Et ce n'est pas leur faute, parce qu'ils ne le savent pas. »



Des camions transportant des articles se préparent à traverser le point de contrôle douanier de la frontière ivoirienne à Tengréla. REUTERS

Afin d'éduquer la population locale sur le processus frontalier, la commission des frontières a organisé des événements de sensibilisation en invitant des groupes des deux côtés de la frontière pour des dialogues. « Nous avons invité les chefs locaux du Ghana et du Togo dans les zones de captage aux fins de sensibilisation communautaire, pour que nous les éduquions, dit le général Kotia. Nous employons les médias, les groupes de jeunes, les groupes de femmes, les chefs traditionnels, les agences de sécurité. Tous les gens qui peuvent prêter assistance ou nous aider à éduquer. »



LA PLUPART DES COMMUNAUTÉS FRONTALIÈRES SONT SITUÉES DANS DES ZONES REÇULÉES, OUBLIÉES PAR L'ÉTAT. LA PLUPART D'ENTRE ELLES SONT DÉFAVORISÉES. LES GROUPES EXTRÉMISTES VIOLENTS PRENDRONT DONC COMME CIBLE CES ZONES OÙ LES COMMUNAUTÉS SONT DÉFAVORISÉES AUX FINS DE RECRUTEMENT. »

– Major-général Emmanuel Kotia, coordinateur national de la Commission des frontières du Ghana

Ensuite, le Ghana entreprendra le même processus de réaffirmation avec la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Le général Kotia pense que d'autres pays africains devraient établir des commissions frontalières et adopter des lois pour démarquer les frontières.

« Au cœur de cela, il s'agit de prévenir l'insécurité, et c'est l'une des causes d'insécurité », déclare-t-il.

### TRANSFORMER LES FRONTIÈRES EN PASSERELLES

Une plainte persistante concerne le fait que les frontières africaines sont arbitraires. Elles furent tracées il y a plus d'un siècle par les puissances coloniales ayant peu de connaissances des cultures locales et elles divisent les gens ou les regroupent ensemble sans justification. Les pasteurs ne peuvent pas pratiquer librement la transhumance de leur bétail, les entreprises sont séparées de leurs clients et les familles sont divisées.

Le Dr Wafula Okumu, directeur exécutif du Borders Institute basé à Nairobi, travaille depuis des décennies pour élaborer des politiques efficaces concernant les frontières. Il déclare que les professionnels de la sécurité doivent considérer les communautés frontalières comme faisant partie de la solution de l'insécurité, au lieu de les considérer comme un problème. Il souligne le besoin d'éduquer les officiels des frontières sur les cultures uniques des régions frontalières.

« Le personnel frontalier africain doit changer son état d'esprit, en particulier la criminalisation et la sécurisation des zones frontières », a-t-il déclaré lors d'un webinar organisé par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique. « Ils doivent considérer les communautés frontalières comme des parties prenantes et des partenaires dans la gouvernance de la frontière. »

Il met l'accent sur le besoin d'une « gestion intégrée des frontières ». Cette stratégie inclut la création de « postes frontières à guichet unique » où les douanes et les services frontaliers des deux pays œuvrent côte à côte. L'objectif est de simplifier et de rationaliser les mouvements pour toutes les parties concernées.

Ceci est important parce que 43 % des Africains dépendent de ce que l'on appelle le « commerce trans-frontalier informel » pour leurs revenus et leurs biens. Ce commerce concerne typiquement des marchands qui amènent des articles au marché hors du processus douanier formel.

Certains pays prennent des mesures pour faciliter la

traversée de leurs frontières. En 2023, le Botswana et la Namibie ont conclu un accord pour laisser leurs ressortissants franchir la frontière des deux pays, d'une longueur de 1.500 km, sans utiliser de passeport. L'Union africaine a exhorté les pays à adopter la Zone de libre-échange continentale africaine, qui facilitera le commerce trans-frontalier, et le Protocole pour le libre mouvement des personnes, qui réduirait les obstacles au franchissement des frontières par les Africains.



Des ressortissants béninois et nigériens se préparent à traverser le Niger qui sépare les deux pays. REUTERS

Le Dr Okumu espère que les frontières seront considérées comme des passerelles pour faciliter le mouvement des personnes et des biens, plutôt que des barrières.

Il déclare : « Le contrôle sert habituellement à bloquer, et non pas à faciliter, le mouvement aisé. Ce n'est pas la liberté de mouvement, c'est la facilité de mouvement. Ceci est tout à fait crucial. »

### RENFORCER LES COMMUNAUTÉS

Les régions frontalières ont tendance à être isolées, littéralement et symboliquement. Dans son étude intitulée « Comment les frontières façonnent les conflits en Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest », l'OCDE a découvert que les centres de population des zones frontières du Mali, du Niger et du Tchad n'ont pas de routes goudronnées pour les connecter à la capitale nationale. Ils manquent aussi de services médicaux, pédagogiques et sociaux dans ces régions.

« Les insurrections émergent lorsque les communautés

## Décès dus à un événement lorsque les forces d'un état entrent dans un autre pays (1997 à 2021)

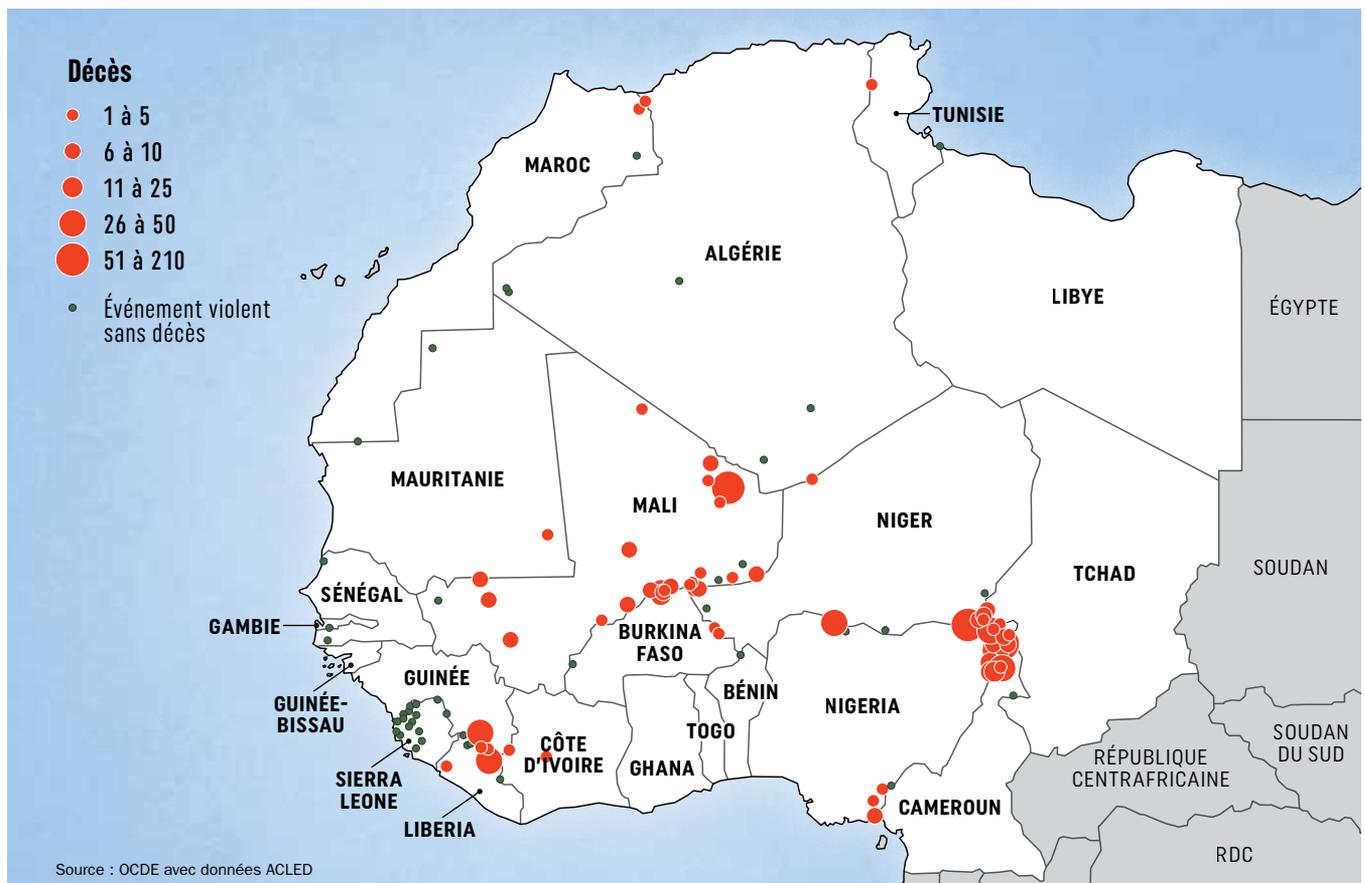


ILLUSTRATION D'ADF

périphériques se sentent marginalisées et l'état n'est pas capable de maintenir la cohésion nationale », selon le rapport.

Pendant ses trois années passées à la tête de la Commission des frontières du Ghana, le général Kotia a noté une dynamique semblable.

« La plupart des communautés frontalières sont situées dans des zones reculées, oubliées par l'état. La plupart d'entre elles sont défavorisées. Les groupes extrémistes violents prendront donc comme cible ces zones où les communautés sont défavorisées aux fins de recrutement, n'importe où en Afrique. Elles peuvent être des cibles. »

Il indique deux projets au Ghana qui tentent de résoudre ce problème. L'un concerne la construction d'un centre de santé dans la région de la Volta, financé par la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest. L'autre est un effort pour construire une infrastructure routière vers une communauté minière informelle dans une ville appelée Dollar Power près de la frontière avec la Côte d'Ivoire. 10.000 personnes travaillent là-bas dans des mines artisanales non réglementées, dans une zone accessible seulement par moto.

Le projet routier de 24 km, qui est construit par le 48ème régiment du génie des Forces armées du Ghana, aidera les autorités à accéder à la région isolée. En connectant cette région au monde extérieur, les autorités



Un officier de sécurité parle à un conducteur à Paga, dans le Nord du Ghana, à la frontière du Burkina Faso. REUTERS

ghanéennes espèrent saper l'influence des trafiquants et des extrémistes.

« Le problème des communautés frontalières défavorisées est tout à fait fondamental, déclare le général. Nous nécessitons que les gouvernements fassent attention aux communautés frontalières défavorisées parce qu'elles peuvent présenter des cibles faciles de recrutement pour les mouvements extrémistes violents. Ces derniers peuvent aussi utiliser ces espaces comme refuges sûrs pour lancer des attaques. » □

# DES VALEURS TRANSMISES À TRAVERS LES GÉNÉRATIONS

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS : AFP/GETTY IMAGES

**A** lors que les Sénégalais célébraient le 64<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance de leur pays, les enfants ont embrassé l'esprit de la journée. Un garçon a revêtu une casquette et un uniforme miniature assorti avant de se joindre aux célébrations à Dakar le 4 avril 2023. Bien qu'il soit beaucoup plus petit, il a imité étroitement les soldats et les gendarmes rassemblés le long d'une rue de la ville. Alors que les habitants étaient alignés sur les routes pour observer les défilés de fête, des militaires et des policiers se sont arrêtés pour rendre hommage aux jeunes. Un garçon, revêtu d'une étoile aux couleurs vert, or et rouge du drapeau du Sénégal, a brandi un drapeau en faisant la pose pour des photos avec les gendarmes en admiration. Les couleurs du drapeau représentent la foi, l'esprit et le sacrifice du peuple du Sénégal et incarnent la devise du pays : « Un Peuple – Un But – Une Foi ».





*Les marines du golfe de Guinée se tournent vers les*

# DRONES

*pour la*

# SURVEILLANCE

LES PAYS QUI AFFRONTENT UNE MULTITUDE DE MENACES ET  
DES RESSOURCES LIMITÉES CONSIDÈRENT LES DRONES COMME  
UN MULTIPLICATEUR DE FORCE

LIEUTENANT DE VAISSEAU DJAIBLOND DOMINIQUE-YOHANN KOUAKOU, MARINE NATIONALE DE LA CÔTE D'IVOIRE



**L**es pays côtiers d’Afrique font face à diverses menaces maritimes. Elles incluent le trafic ; la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) ; l’immigration illégale ; et la piraterie. Mais les pays ne disposent souvent pas des ressources pour surveiller et protéger leurs domaines maritimes.

Les tâches auxquelles ces pays font face sont énormes. En tout, les pays côtiers d’Afrique sont responsables pour plus de 13 millions de km carrés de superficie océanique, beaucoup plus que ce qu’ils sont capables de patrouiller avec des vaisseaux et des aéronefs traditionnels. Les pays de l’Afrique subsaharienne ont un total de 420 navires classés comme « combattants de surface », ce qui veut dire qu’ils sont conçus pour les combats en haute mer. Ceci est une augmentation considérable comparé à 2008, lorsque le total était de 158, selon une base de données produite par The Military Balance. Mais les experts déclarent que la croissance est due à une poignée de pays et que la plupart ont toujours des difficultés pour patrouiller leurs eaux.

Compte tenu de cela, les pays recherchent d’autres options économiques pour étendre leur portée. Plusieurs états du golfe de Guinée, notamment le Nigeria et la Côte d’Ivoire, se sont tournés vers les drones pour améliorer la sécurité maritime. Ce choix leur permet de combler le manque de capacité.

Le coût relativement abordable des systèmes de drones tactiques peut offrir des économies comparé au coût élevé des longues missions en mer qui nécessitent des navires et beaucoup de personnel. Les plateformes de drone équipées d’un système avio-nique avancé offrent une polyvalence opérationnelle grâce à leur charge utile, qui peut inclure divers capteurs tels que les caméras infrarouges de jour et de nuit et les radars. Leur poids léger les rend faciles à transporter et à adapter à un grand nombre de conditions de mission. Mais les drones ne sont pas une panacée. Ils ont des points faibles, notamment une portée limitée, une vitesse relativement faible et le fait qu’ils volent à basse altitude, ce qui augmente leur vulnérabilité face aux armements antiaériens. Malgré ces limitations, ils deviennent rapidement des outils indispensables dans le secteur de la collecte des renseignements et de la surveillance.



Le lieutenant de vaisseau Djaibond Dominique-Yohann Kouakou, Marine nationale de la Côte d’Ivoire

## UN OUTIL QUI DÉMONTRE SA VALEUR

Les forces armées utilisent des drones depuis 1937. À l’époque, les États-Unis avaient développé le premier véhicule aérien sans humain à bord (UAV) télécommandé, appelé le Curtiss N2C-2 Fledgling, et l’utilisaient pour tirer à la cible. Le Conseil sud-africain pour la recherche scientifique et industrielle a développé les premiers drones de surveillance employés en Afrique, pour survoler ce qui s’appelait alors la Rhodésie en 1978.

Aujourd’hui, les drones représentent une ressource opérationnelle cruciale et polyvalente pour la collecte des renseignements. Les drones tactiques combinent les lacunes de capacité telles que la persistance, l’autonomie et la compatibilité avec le système d’armes embarqué, selon l’article de 2010 « Les drones tactiques à voilure tournante dans les engagements contemporains », publié par la Fondation pour la recherche contemporaine. La surveillance du trafic des navires dans une zone donnée peut être effectuée en un temps record grâce à l’endurance considérable des drones. Les drones peuvent aussi transporter des systèmes d’identification automatiques, qui sont devenus l’un des outils principaux pour la connaissance du domaine maritime. Ces outils permettent d’identifier et de classer les échos radar non reconnus, ce qui fournit une image en temps réel plus complète pour les professionnels travaillant dans les centres d’opérations maritimes.

Les pirates ont tendance à être actifs loin du littoral. À elle seule, une force navale ne peut pas contrôler ces zones. L’emploi d’un drone tactique avec un grand nombre d’heures d’endurance élargira les zones surveillées. Par exemple, l’emploi des drones aériens par le Premier-Maître L’Her de la Marine française a été essentiel pour localiser le tanker Monjasa Reformer qui avait été attaqué le 25 mars 2023. De même, les drones sont intégrés dans le système d’un pays pour surveiller les frontières maritimes et terrestres.

Les drones représentent un multiplicateur de force pour soutenir la mise en application des lois en mer et dissuader les crimes. Les opérations de visite, abordage, recherche et saisie (VBSS) sont l’une des principales missions entreprises par les navires de guerre en rapport avec la lutte contre la criminalité maritime. Associés avec l’utilisation d’autres ressources navales, les drones peuvent accroître considérablement les capacités des vaisseaux pendant les opérations VBSS, selon un article de 2019 écrit par le contre-amiral Benoît de

Les pays utilisent les drones pour divers objectifs, notamment la lutte contre la pêche illégale, la surveillance des frontières maritimes et le suivi des navires pirates.



Des dignitaires, y compris l'ancien président Muhammadu Buhari (deuxième à partir de la gauche), inspectent un drone qui sera utilisé dans le cadre du projet Deep Blue du Nigeria pour la sécurité maritime. NIMASA

La Côte d'Ivoire a récemment acquis des navires patrouilleurs de haute mer comme celui-ci et projette de coupler ces vaisseaux avec des drones pour améliorer la sécurité maritime. ISRAEL SHIPYARDS LTD.



des opérations VBSS, il est essentiel d'être capable de fournir des réactions pour améliorer l'efficacité de l'équipe. Cette efficacité est cruciale, en particulier lorsque la vie humaine est menacée et les actions urgentes deviennent nécessaires.

Un nombre croissant de marines africaines investissent dans la technologie des drones. La Côte d'Ivoire a récemment acquis deux navires patrouilleurs en haute mer qui seront associés à des drones pour leur utilisation en mer. Le Nigeria compte sur les drones pour son projet d'anti-piraterie et de sécurité maritime appelé Deep Blue. Les Seychelles utilisent deux drones de surveillance à grand rayon d'action avec intelligence artificielle pour protéger leurs zones de pêche. La Marine du Ghana et la Commission des frontières du Ghana emploient des drones pour traquer les vaisseaux suspects et surveiller les frontières maritimes du pays.

Les UAV sont utilisés pour un éventail de tâches maritimes, notamment la patrouille des frontières, la sécurité portuaire, la recherche et le sauvetage, et les inspections des navires et des cargos.

Guibert de la Marine française. Les drones permettent d'avoir une perspective claire et immédiate de l'abordage, de suivre ses progrès et d'évaluer les risques pendant ces opérations.

En cas de contact avec les pirates ou pour traquer un navire victime de la piraterie, le drone permet une surveillance continue. Cette possibilité de télésurveillance d'un navire capturé est encore plus importante en cas de prise d'otage, lorsqu'il est impératif de ne pas provoquer une réaction extrême des pirates contre leurs victimes. En outre, les informations recueillies pendant les interventions deviennent utiles pour l'autoévaluation et les examens après action. Avec les risques intrinsèques



La Marine du Ghana prend possession d'un drone de surveillance Deltaquad pendant une cérémonie à la base navale Tema. Les drones sont utilisés pour la sécurité maritime et la surveillance des frontières. MARINE DU GHANA

Un aviateur de l'Armée de l'air ougandaise se prépare à lancer un système d'aéronef sans humain à bord Raven.

ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS



## LIMITES ET CONTRAINTES DE L'UTILISATION DES DRONES

La Convention des Nations unies sur le droit maritime définit les droits et les obligations des états dans les espaces maritimes. Dans son article 19, la convention ne garantit pas un « passage inoffensif » pour les vaisseaux qui « lancent, amènent à terre ou emmènent à bord » un dispositif militaire dans les eaux territoriales d'un état. Selon une perspective juridique, il devient difficile de classer les drones dans une catégorie qui pourrait bénéficier du droit de passage inoffensif, bien que les dispositions ne soient pas explicites à cet égard. De ce fait, l'emploi des drones aériens pour la surveillance maritime est limité aux zones de souveraineté et aux zones où le droit de la haute mer est applicable, c'est-à-dire

dans les eaux territoriales, dans les zones économiques exclusives et en haute mer. Ainsi, pendant les opérations dans lesquelles les criminels transnationaux sont impliqués, il est nécessaire de faire preuve de rigueur pour éviter d'enfreindre l'espace aérien des autres parties, en particulier pendant les opérations près des frontières ou des limites de zone.

Le développement des technologies de l'informatique et des communications soutient fortement le développement des drones. Dans un monde où ces technologies chevauchent les barrières, les risques cybernétiques augmentent. L'emploi des drones en mer s'appuie souvent sur des données de navigation et satellitaires. Les pratiques perturbatrices peuvent compromettre la plateforme. L'une des plus courantes



s'appelle l'usurpation d'identité GPS, qui se produit lorsqu'un appareil GPS est détourné de ses coordonnées, selon le rapport intitulé « Une nouvelle gamme de technologie de drones peut-elle rendre plus sûrs les océans africains ? » et publié par l'Institut d'études de sécurité. Cette usurpation d'identité peut provoquer des accidents graves tels que des attaques de navire, qui pourraient être interprétés comme un acte de guerre. En outre, les terroristes peuvent utiliser les attaques cybernétiques pour prendre le contrôle de l'équipement en le déprogrammant, puis en le reprogrammant. Finalement, les données recueillies par les capteurs sont sensibles et doivent être protégées pour éviter de divulguer des informations classées comme secret défense. En conséquence, les forces navales

## ***L'utilisation des drones dans le golfe de Guinée peut optimiser les ressources navales traditionnelles et aider les marines à être plus polyvalentes et à répondre plus rapidement aux menaces.***

doivent instaurer des procédures pour évaluer et réduire les risques cybernétiques associés à l'emploi des drones dans leurs opérations de façon à ne pas compromettre les missions et la sécurité du matériel.

### **LA MARINE DU FUTUR**

L'utilisation des drones dans le golfe de Guinée peut optimiser les ressources navales traditionnelles et aider les marines à être plus polyvalentes et à répondre plus rapidement aux menaces. Les avantages liés à leur emploi sont particulièrement associés aux opérations de sécurité maritime telles que les missions VBSS et autres nécessitant des forces navales avec des capacités de collecte de renseignements et de surveillance. Mais l'adoption de la nouvelle technologie peut avoir des effets perturbateurs sur les marines. Une conséquence pourrait être la perte d'intérêt et d'investissement dans les missions de surveillance par navire, en particulier dans le golfe de Guinée où les ressources sont limitées. Il faut donc se rappeler que les nouveaux outils devraient être adoptés pour renforcer la force de combat d'ensemble, et non pas pour la remplacer ou la rendre obsolète. Comme écrit l'amiral de Guibert, « il est important de ne pas se soumettre aux nouvelles technologies ; il est préférable de les maîtriser pour bâtir la Marine du futur ».

Avec une planification et une compréhension adéquates, les nouvelles technologies telles que les drones peuvent être un outil important pour aider les professionnels des marines à accomplir leur mission visant à assurer la sécurité en mer afin de faire prospérer le commerce, les voyages, la conservation et la récréation. □

Le lieutenant de vaisseau Kouakou est un officier de la Marine nationale de la République de Côte d'Ivoire. Il a plus de quinze ans de carrière et commande un navire de guerre. Il possède un diplôme d'ingénieur des opérations navales décerné par l'École navale royale du Maroc. En outre il a une maîtrise en affaires maritimes décernée par l'université maritime mondiale de Malmö (Suède). Il est passionné par la sécurisation des mers avec une emphase spéciale sur la technologie maritime.

# UN MONDE DE PROBLÈMES

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS : AFP/GETTY IMAGES



ILLUSTRATION D'ADF

# Les groupes criminels organisés tels que Black Axe débutent localement mais ont une portée internationale

**L**orsqu'Interpol effectua des raids internationaux coordonnés dans l'opération Jackal, il prit pour cible Black Axe, groupe criminel organisé basé au Nigeria. Dans ce coup de balai en 2022, les autorités ont arrêté 75 personnes, fouillé 49 propriétés et intercepté des comptes bancaires d'une valeur de près de 1,3 million de dollars.

Les autorités ont aussi saisi 12.000 cartes SIM de téléphone mobile et identifié 70 suspects additionnels. Des investigateurs de 14 pays répartis sur 6 continents y ont participé : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Côte d'Ivoire, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis, France, Irlande, Italie, Malaisie, Nigeria et Royaume Uni.

Quelques mois plus tard en mai 2023, Interpol a continué l'opération Jackal dans 21 pays pour frapper à nouveau Black Axe et des syndicats du crime similaires d'Afrique de l'Ouest. Cette fois-ci, les autorités ont bloqué 208 comptes bancaires liés à des crimes financiers en ligne, saisi ou gelé près de 2,3 millions de dollars et arrêté 103 personnes. Des opérations en Belgique, au Brésil, au Canada, en Indonésie, en Malaisie, aux Pays-Bas, au Portugal et en Suisse ont été ajoutées à celles des pays initiaux.

« Les fonds de financement illicites sont l'élément vital du crime transnational organisé et nous avons constaté comment les groupes tels que Black Axe canalisent l'argent gagné avec les arnaques financières en ligne vers d'autres domaines de crime, par exemple les drogues et la traite humaine », déclare Stephen Kavanagh, directeur exécutif des services de police d'Interpol. « Ces groupes exigent une réponse mondiale. »

Au moins un expert africain de la sécurité en convient, mais il déclare que le succès sera obtenu difficilement parce que de nombreux pays ne savent même pas que ces groupes sont actifs chez eux, ni comment ils agissent.

« Vous nécessitez une stratégie claire, une stratégie exhaustive », déclare Martin Ewi, coordinateur technique du projet ENACT (Enhancing Africa's Response

to Transnational Organised Crime, Améliorer la réponse de l'Afrique au crime organisé transnational), à l'Institut d'études de sécurité. « Ce n'est pas une stratégie unique. ... Non, ce doit être une stratégie exhaustive dans laquelle vous les traquez de partout. C'est une institution humaine. Les institutions humaines ne survivent pas avec une chose unique. »

La nature de Black Axe et d'autres groupes similaires rend difficile la coordination pour la plupart des pays. Mais si l'on manque de riposter à cette menace de criminalité organisée, cela peut mettre en danger la sécurité locale, nationale et internationale, selon M. Ewi.



Le logo de Black Axe, confraternité qui s'est transformée en groupe criminel organisé

## QUI EST BLACK AXE ?

Les origines de Black Axe (Hache noire) sont uniques pour une organisation criminelle. Elle a été créée avec de bonnes intentions le 7 juillet 1997 sur le campus de l'université de Benin dans l'État d'Edo au Nigeria. Elle a commencé dans le cadre du Nouveau Mouvement noir, un effort pour promouvoir l'esprit anticolonialiste et panafricain, selon le profil de 2019 du magazine Harper.

L'organisation est l'une d'un grand nombre de « confraternités » qui avaient été créées à l'époque. Parfois, ces groupes sont appelés

des cultes à cause du mystère qui entoure leurs activités et rituels. D'autres groupes proéminents incluent la Supreme Eiyé Confraternity, appelée populairement les Airlords, et Maphite, groupe criminel organisé qui selon les autorités est un acronyme de « Maximum Academic Performance Highly Intellectuals Train Executioner ». Chacun a des racines au Nigeria.

Il existe aussi des bandes criminelles locales plus petites, en particulier en Afrique du Sud, où M. Ewi est basé. Elles ont des noms criards : les Américains, les Hard Livings, les Jeunes Garçons de Dixie, les Gosses malins, les Garçons coquins et les Gosses junky funky. Ils sont surtout proéminents dans les plus grandes villes comme Le Cap, Durban, Johannesburg et Pretoria. Des centaines de bande similaires sont réparties au Nigeria.

Toutefois, Black Axe est l'une des plus grandes, des plus notoires et des plus répandues. Certains rapports suggèrent qu'elle a jusqu'à 30.000 membres ou plus dans le monde. Un reportage de la BBC indique que Black Axe est tellement prédominante à Benin City que des civils de la ville ont créé des milices armées pour se protéger.

Le groupe est connu dans le monde entier pour son innovation dans les fraudes par avance de fonds, appelées aussi « fraude 419 » pour leur référence à la section correspondante du Code pénal du Nigeria. Dans ce type d'arnaque, un agent envoie des lettres, des télécopies ou des e-mails en se faisant passer pour un responsable juridique, gouvernemental ou bancaire qui cherche une assistance pour transférer de l'argent dans un compte étranger. L'agent promet d'offrir à la victime une commission pour couvrir les frais de transfert ou l'accès aux numéros de comptes bancaires.

### L'INSÉCURITÉ CHEZ EUX

Les groupes criminels organisés transnationaux peuvent cibler des victimes partout dans le monde grâce à des arnaques financières sur Internet élaborées, à la traite humaine et à la contrebande de stupéfiants. Ainsi, les groupes tels que Black Axe constituent des menaces évidentes sur la sécurité.

Mais la façon dont ces groupes peuvent menacer la sécurité dans leur propre pays et région ne fait pas l'objet d'un focus aussi intense. M. Ewi déclare que ce phénomène suscite des problèmes particulièrement épineux à cause du manque de connaissances et d'études conduites sur ces groupes.

En premier lieu, l'origine de ces groupes en tant qu'organisations philanthropiques cherchant à soutenir le mouvement Black Power et combattre le racisme fournit un masque de respectabilité. En outre, certains groupes ont des éléments criminels et non criminels. « C'est un aspect crucial de la raison pour laquelle le mouvement Black Axe a été capable de s'internationaliser comme il l'a fait », déclare M. Ewi.

« Mais pourquoi donc sont-ils devenus si populaires ? Aujourd'hui, avec les difficultés auxquelles de nombreux jeunes font face, l'énorme taux de chômage en Afrique, le fait que beaucoup de jeunes ne peuvent pas trouver d'emploi, ce genre de groupe est extrêmement attrayant. Et si vous pouvez obtenir suffisamment de membres, vous pouvez avoir une organisation solide. Vous pouvez attirer beaucoup de jeunes et le mouvement Black Axe, les groupes tels que Maphite ou Airlords, ils ont tous tiré profit de cela. »

Cette dynamique est similaire à celle du recrutement par les organisations extrémistes violentes telles que Boko Haram et les chebabs. Les jeunes sans perspective professionnelle ou éducative découvrent qu'ils peuvent gagner de l'argent et du prestige en s'armant et en se battant pour ces groupes. Il en est de même pour les bandes locales et transnationales.





Les membres du groupe d'autodéfense Yansakai déposent leurs armes dans l'État de Zamfara en 2019 après un accord de paix conclu avec des bandes régionales.

Ceci peut dégrader la sécurité de l'état de plusieurs façons. Au niveau le plus bas, les bandes locales telles que celles d'Afrique du Sud s'engagent dans la violence et la petite délinquance, en mettant en danger les résidents locaux et défiant les forces de police. En plus de la petite délinquance et de la violence, les groupes criminels plus vastes, mieux organisés et mieux financés peuvent influencer le gouvernement par l'influence politique, les pots-de-vin et autres crimes. Black Axe a la réputation d'avoir des connexions et de l'influence dans la politique nigérienne.

« Si plus de groupes comme celui-là continuent à croître, ils poseront une menace grave contre le pays d'origine parce qu'ils sont tellement riches qu'ils peuvent acheter n'importe qui dans le pays et le pays devient un refuge sûr. Si par exemple ils font face à de sérieux défis à l'étranger, ils reviennent toujours chez eux. Leur croissance est donc une menace grave pour la stabilité, la paix et la cohésion de leur pays. Et c'est ce que nous constatons. »

### LA MENACE DES LIENS EXTRÉMISTES

Une menace potentielle de sécurité due à Black Axe et aux autres bandes criminelles organisées est la possibilité de coopération avec les groupes extrémistes violents tels que Boko Haram et ses filiales régionales. Le problème, c'est le fait qu'il existe peu d'information, ou qu'il n'en existe pas, sur l'existence de cette coopération et, si elle existe, comment et dans quelle mesure.

« Il existe très peu d'information sur l'organisation de la part des sources de recherche, ce qui appuie la suggestion que l'organisation criminelle nigérienne n'a pas fait l'objet d'études ; cela intensifie la réputation de clandestinité du groupe », a écrit l'auteure sud-africaine Candice Boyers pour le site web Chosen Narrative en 2023.

M. Ewi en convient. Les recherches sur la possibilité de telles connexions ne sont pas simplement rares, elles sont « inexistantes », déclare-t-il. Il est raisonnable de considérer que les groupes extrémistes tels que Boko Haram cherchent à s'associer d'une manière ou d'une autre à un groupe criminel transnational bien connecté comme Black Axe, dit-il, en notant certains rapports de coopération entre Boko Haram et les bandits du Nord du Nigeria.

Dans l'article de janvier 2022 intitulé « Le Nord-Ouest du Nigeria : une "djihadisation" du banditisme ou une "banditisation" du djihad ? », les auteurs James Barnett, Murtala Ahmed Rufa'i et Abdulaziz Abdulaziz confirment qu'il y a eu des liens entre les extrémistes nigériens du Nord-Est et les bandits du Nord-Ouest, principalement dans l'État de Zamfara.

Ils écrivent que ces connexions prennent en général l'une des trois formes suivantes : coexistence, coopération et convergence. L'article note que les militants de Boko Haram ont « coexisté et coopéré de temps à autre avec les bandits dans le Nord-Ouest, cette coopération étant limitée à des échanges de matériel ou d'aptitudes à court terme, mutuellement avantageux ». Toutefois, la convergence selon laquelle chaque groupe s'engage



Des bandits nigériens dans l'État de Zamfara ont incendié cette maison et massacré 48 personnes lors d'un raid de vengeance contre les groupes d'autodéfense. Certains disent que les bandits ont coopéré de façon limitée avec les extrémistes de Boko Haram dans le Nord-Ouest.



Les autorités nigérianes ont récupéré ces armes des mains des bandits pendant l'opération Safe Haven en 2022.

de plus en plus dans le comportement de l'autre n'a pas été constatée. Contrairement à Black Axe, les bandits du Nord-Ouest du Nigeria appartiennent à des bandes rurales pratiquant les enlèvements contre rançon, le vol du bétail, les rackets d'extorsion locaux et le pillage, écrivent les auteurs.

Une organisation telle que Black Axe pourrait-elle donc faire front commun avec un groupe tel que Boko Haram ? M. Ewi pense que cela est possible. Il déclare aussi qu'il existe des avantages mutuels pour que les deux parties coopèrent. Par exemple, un groupe extrémiste pourrait accéder au réseau multinational d'un groupe criminel organisé pour transporter ou acheter des armes pour son propre bénéfice, ou passer d'autres articles en contrebande pour faire des bénéfices. Inversement, un groupe criminel pourrait offrir des services aux terroristes et obtenir paiement.

### **AFFRONTER LE NON-RESPECT DES LOIS**

Les autorités nigérianes ont poursuivi les confraternités criminelles au niveau local à maintes reprises. En juillet 2021, le commandement de la police de l'État du Delta a arrêté plusieurs membres de Black Axe et confisqué deux

pistolets, une hache de guerre, un coutelas, des munitions, deux ordinateurs portables, six téléphones mobiles et une voiture volée, selon le blog d'information nigérian SouthernVoice.

En septembre 2023, la police dans l'État d'Ekiti a arrêté 17 personnes accusées de crimes, notamment « le cultisme, les assassinats et les enlèvements », selon le Nigerian Tribune. Les suspects ont avoué être membres des Airlords. Mais de tels efforts pourraient bien ne pas être suffisants.

À mesure que les groupes tels que Black Axe se développent et défient les efforts de sécurité dans leur pays et à l'étranger, leur omniprésence mondiale rendra infructueux tout effort unidimensionnel, selon M. Ewi. Les pays devront coopérer et partager les renseignements pour les frapper globalement.

« Vous ne les vaincrez pas en les attaquant dans un seul pays. Cela ne fonctionnera pas. Tant qu'ils existent dans un ou deux autres pays, ils continueront, reproduiront leurs cellules et rendront leur défaite extrêmement difficile. Selon moi, ce doit donc être une action mondiale. » □

LE PILLAGE DES  
**RICHESSES**  
**NATURELLES**



# EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, LE VOL DU BOIS DUR DE GRANDE VALEUR PROVOQUE L'INSÉCURITÉ

PERSONNEL D'ADF

**M**algré un éventail étonnant de ressources naturelles, la République centrafricaine (RCA) a été sujette à des années de guerre civile, de mauvaise gouvernance et de corruption. Les trafiquants, les terroristes, les mercenaires et les voleurs pillent ses richesses de diamant, or et bois de haute qualité sur une échelle industrielle.

Les forêts recouvrent plus du tiers du pays et contribuent 13 % de ses revenus d'exportation, selon le projet ENACT (Enhancing Africa's Response to Transnational Organised Crime, Améliorer la réponse de l'Afrique au crime organisé transnational), projet de l'Union européenne analysant la criminalité organisée en Afrique. Mais il s'agit seulement des revenus générés par les opérations d'abattage légaux. Une quantité incalculable de bois pour la fabrication des meubles quitte le pays illégalement, en général expédiée vers la Chine pour fabriquer des meubles faits main.

Les pays africains perdent 17 milliards de dollars par an à cause de l'abattage illégal des arbres. Les Nations unies signalent que la part africaine des exportations de bois à destination de la Chine est passée de 40 % en 2008 à 90 % en 2018. L'Asie du Sud-Est avait jadis des forêts de bois de rose mais celles-ci sont devenues si appauvries que les bûcherons ont commencé à piller d'autres régions du monde.

« Bois de rose » est le mot utilisé en général pour décrire le bois dur expédié de l'Afrique mais ceci n'est pas tout à fait exact. Cette expression est employée pour désigner plusieurs centaines d'espèces d'arbres tropicaux qui sont situés en Afrique de l'Ouest et Afrique centrale, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine. Certaines variétés de bois de rose sont classifiées « hongmu », ce qui désigne une qualité de meuble supérieure.

Le bois de rose est le bois dur le plus apprécié en RCA et dans le reste de l'Afrique, mais les bûcherons récoltent aussi d'autres espèces. En RCA, un bois marron-rougeâtre appelé sapelli est devenu populaire aux yeux des Chinois au cours des dernières années. Les bûcherons pillent aussi le teck, le séquoia et l'acajou.

Les meubles hongmu étaient à l'origine fabriqués pour les empereurs de la dynastie Ming et les gens extrêmement riches. Au moment de la Révolution culturelle chinoise, ces meubles ont été dénoncés et confisqués

violemment car le Parti communiste chinois les considrait comme une richesse « bourgeoise », selon le magazine Foreign Policy.

Aujourd'hui, le bois de rose est utilisé en Chine pour les meubles artisanaux, qui sont devenus populaires aux yeux de la classe moyenne et qui sont considérés comme un symbole de prestige et un investissement à long terme. Le marché chinois des meubles de bois de rose est estimé à 26 milliards de dollars par an.



L'abattage des arbres en République centrafricaine

WORLD RESOURCES INSTITUTE

Du fait de la censure des médias chinois, la plupart des Chinois ne réalisent pas l'ampleur du problème provoqué par l'abattage illégal dans les pays africains. « Il n'y a pas de reportage honnête du côté chinois », déclare Haibing Ma, spécialiste de politique asiatique, à Foreign Policy.

Le bois de rose est devenu le produit sauvage illégal le plus trafiqué au monde. Interpol déclare qu'il est trafiqué beaucoup plus que l'ivoire, les cornes de rhinocéros ou les écailles de pangolin. Il est vendu à un coût pouvant atteindre 50.000 dollars le mètre cube et il augmente de valeur par un facteur de 700 entre le bûcheron et l'utilisateur final.

L'abattage commence en général par le paiement de pots-de-vin à des responsables locaux et nationaux de



DES ACTIVITÉS CRIMINELLES ORGANISÉES PEUVENT SE PRODUIRE À TOUTE ÉTAPE DE LA CHAÎNE LOGISTIQUE, PENDANT L'EXTRACTION, LE FRAISAGE, LE TRANSPORT, LA COMMERCIALISATION ET LE BLANCHIMENT DES PROFITS. »

---

– Centre d'études stratégiques de l'Afrique



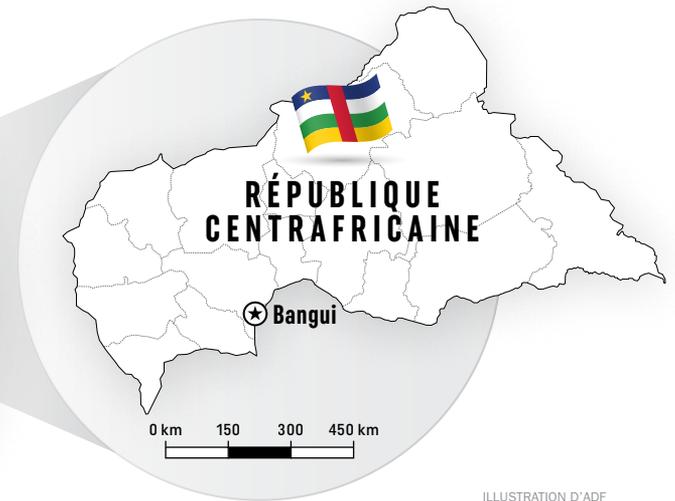
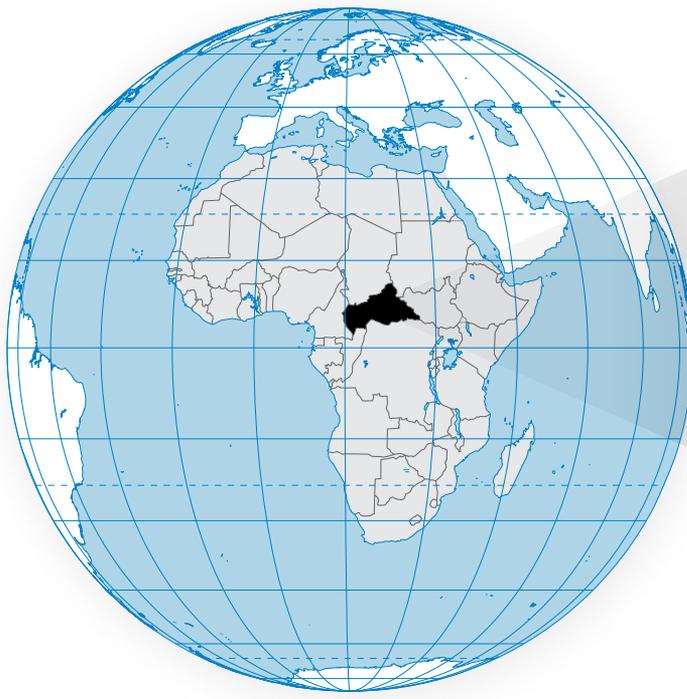


ILLUSTRATION D'ADF

la RCA. La chaîne criminelle commence avec les trafiquants des pays limitrophes du Cameroun, du Tchad, de la République démocratique du Congo (RDC), de la République du Congo, du Soudan et du Soudan du Sud, selon une étude de juillet 2023 conduite par ENACT.

« Toutefois, les chefs sont des ressortissants étrangers des pays asiatiques, selon ENACT. Alors que la RCA est le pays source de l'abattage illégal, le bois et les produits illicites sont trafiqués dans les pays voisins en empruntant de multiples couloirs de transit par route et par voie navigable. »

Les conditions en Centrafrique sont idéales pour les criminels. Ce pays sans littoral a des frontières de 5.200 km de long avec six pays voisins, ce qui rend presque impossible leur contrôle. Avec des forces de police négligeables, le pays a attiré un éventail d'exploiteurs et de terroristes qui veulent utiliser l'argent de l'abattage pour acheter des armes.

L'abattage illégal peut multiplier la corruption et les crimes dans le pays. Les chercheurs du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) déclarent que l'abattage amplifie le crime organisé et les menaces extrémistes et, à son tour, il rend la gouvernance plus difficile parce qu'il incite la collusion entre les responsables gouvernementaux de haut rang et les réseaux criminels. Cette collusion affaiblit le contrôle des ressources naturelles.

« Des activités criminelles organisées peuvent se produire à toute étape de la chaîne logistique, pendant l'extraction, le fraisage, le transport, la commercialisation et le blanchiment des profits », selon le rapport du CESA.

---

Un chauffeur de camion de Guinée attend pour transporter un chargement de rondins de bois de rose vers la capitale de la Guinée-Bissau. REUTERS

## D'AUTRES PAYS SONT IMPLIQUÉS

Bien que la RCA soit l'un des foyers de l'abattage illégal en Afrique, elle est loin d'être le seul pays africain sujet à de tels problèmes :

- En 2021, la Commission anti-corruption de Zambie a saisi 47 camions remplis de bois de rose illégalement récolté. Le CESA signale que ce bois était transporté vers les frontières namibiennes et zimbabwéennes ; c'était aussi l'un de plusieurs cas d'abattage illégal impliquant des membres du gouvernement zambien.



Le bois de rose est empilé dans une forêt de la Guinée-Bissau. REUTERS

- Le CESA signale aussi qu'en Guinée équatoriale, un haut responsable du gouvernement « a profité immensément » du transport et de l'exportation du bois dur rare. Le centre a signalé que cette personne avait vendu des forêts nationales à des sociétés privées et avait utilisé une société de façade liée au ministère de l'Agriculture pour facturer les frais de



Des ouvriers chargent des rondins de bois de rose récemment coupés sur un camion. REUTERS

traitement, chargement et expédition du bois.

- Au Gabon, les officiels ont saisi plus de 390 conteneurs chargés de rondins de kevazingo, un type de bois de rose, estimés à 250 millions de dollars, selon un rapport du site web de l'économie mondiale Quartz en 2019. Un mois plus tard, 350 de ces conteneurs ont disparu, ce qui a exposé la corruption et la réglementation laxiste de l'industrie de l'abattage dans ce pays. Après avoir retrouvé et saisi à nouveau 200 de ces conteneurs disparus, le président du Gabon a mis à pied son vice-président et son ministre de la Foresterie.
- Au Mali, les bûcherons illégaux ont récolté de vastes quantités d'un type de bois de rose appelé kousso, qui est particulièrement populaire en Chine. Entre mai 2020 et mars 2022, la Chine a importé 148.000 tonnes de kousso du Mali, malgré l'interdiction de récolter ou commercialiser les arbres, selon un rapport de l'Agence d'investigation de l'environnement (EIA). L'agence déclare qu'une telle quantité de bois aurait nécessité l'abattage de 220.000 arbres et le remplissage de 5.500 conteneurs d'expédition. Le rapport de l'EIA note que les expéditions illégales proviennent de « la corruption profondément ancrée » au Mali, notamment les permis non valides et les pots-de-vin offerts aux fonctionnaires.
- À la mi-2023, le journal nigérian This Day a signalé que l'État nigérian de Taraba avait imposé une interdiction totale de l'abattage d'un certain type de bois de rose appelé populairement le madrid.

Le gouverneur a étendu l'interdiction pour inclure le traitement et la vente de ce bois dur précieux. Le journal a noté que des milliers de ces arbres avaient été signalés abattus dans l'état au cours des huit dernières années, et qu'une grande portion des profits avait abouti « dans les poches de citoyens privés plutôt que dans les coffres du gouvernement ».

L'abattage illégal en Afrique est associé depuis longtemps aux groupes extrémistes et aux réseaux criminels. Au **Nigeria**, des milliards de dollars de bois de rose sont exportés chaque année, une grande partie provenant des forêts contrôlées par le groupe terroriste Boko Haram. En **Gambie**, les rondins de bois de rose exportés sont passés en contrebande par les rebelles séparatistes de la région **sénégalaise** voisine de Casamance.

Les réseaux de trafic de bois en **Tanzanie** et en **RDC** liés à des groupes militants du **Mozambique** ont gagné plusieurs millions de dollars par mois grâce à l'abattage illégal, selon The Conversation. Au Sénégal, le Mouvement des forces démocratiques de Casamance a financé son insurrection grâce à l'abattage illégal du bois de rose. Les milices du **Liberia** et de la **RCA** ont aussi utilisé l'abattage pour financer leurs opérations. Global Witness signale que des groupes armés de la RCA ont employé la « couverture du conflit » pour dénuder les forêts tropicales du pays.

Au **Mali**, les extrémistes utilisent le problème du trafic du bois comme propagande, en disant à la population qu'ils protégeront les forêts du pays contre les bûcherons.

« Les sympathisants des rebelles ont exploité la crise forestière et la frustration de la population dans les provinces du Sud de façon à promouvoir leur cause », indique l'EIA selon Voice of America. « Ils prétendent fréquemment que seule la discipline stricte des djihadistes peut mettre fin à la crise du bois de rose et aux cycles de grande corruption qu'elle a nourris. »

## LE GROUPE WAGNER Y PARTICIPE

Les mercenaires du groupe Wagner de Russie prennent une part de marché. Le groupe a soutenu divers leaders africains, notamment en Centrafrique, en Libye, au Mali et au Soudan, en échange de concessions minières. En RCA, les mercenaires de la Wagner servent de gardes personnels du président Faustin-Archange Touadéra.

L'organisation de recherche All Eyes on Wagner, qui étudie les activités du groupe dans le monde, a découvert que le gouvernement de la RCA avait donné à une société appelée Bois Rouge une concession d'abattage de trente ans en 2021 pour récolter les arbres sur près de 186.000 hectares, zone équivalent à plus du double de la superficie du parc national Mbaéré-Bodingué, de l'autre côté de la rivière Mbaéré. La société, soi-disant exploitée par un ressortissant centrafricain, est aussi apparue dans une exposition commerciale de Shanghai où elle était caractérisée de société russe. Si la Wagner exploite seulement le tiers du territoire concédé, selon certaines estimations, elle pourrait gagner près de 900 millions de dollars en vendant le bois sur le marché international.

En 2023, CBS News a filmé secrètement les camions de Wagner chargés de bois qui partaient de la base militaire du groupe près de la capitale de Bangui. Les mercenaires russes ont gardé le convoi jusqu'à la frontière du Cameroun, que les camions ont été autorisés à franchir.

« À la frontière, les conducteurs ont présenté un document de passage estampillé par le gouvernement de la RCA, selon le reportage de CBS. Le document fonctionne comme une insigne diplomatique : il veut dire que les véhicules ne peuvent pas être fouillés. » ENACT déclare qu'un rapport d'investigation avait tiré les conclusions suivantes : « afin d'abattre les arbres presque gratuitement, les mercenaires ont commis de graves abus des droits de l'homme, notamment en envahissant et "vidant" les villes et les villages. Les mercenaires étrangers sont donc responsables pour l'instabilité dans la région des forêts tropicales. »

## ARRÊTER L'ABATTAGE

Pour affronter le problème de l'abattage illégal, une stratégie consiste à ce que les pays déclarent des moratoires pour tous les types de récolte d'arbre. En général, ces restrictions ne fonctionnent pas : il est facile de les contourner lorsque la sécurité de l'état et les systèmes de justice sont complices. Plusieurs pays ont imposé, puis abandonné, ces moratoires, en déclarant ne pas avoir les ressources nécessaires pour les mettre en application.

L'arrêt de l'abattage illégal nécessitera une détermination que peu de pays ont été capables de démontrer. ENACT déclare que le point de départ serait aux plus

hauts niveaux de gouvernement de chaque pays afin de démontrer une volonté politique pour éliminer la corruption d'exploitation dans le secteur de l'abattage, en particulier les bûcherons illégaux que les autorités de l'état protègent.

Un rapport publié par The Conversation déclare que l'arrêt de l'abattage illégal nécessite le démantèlement des réseaux criminels de haut niveau qui le dirigent et la répression des acteurs ancrés dans le gouvernement qui le permettent. La supervision et la responsabilisation sont cruciales.

L'Institut d'études de sécurité dit que le plus grand défi posé par l'abattage illégal est l'élimination de la corruption qui envahit l'ensemble du processus. Les pays individuels ne peuvent pas le faire tout seul. Mentionnant la RCA, l'institut déclare qu'empêcher les acteurs étrangers, les entreprises et les facilitateurs d'abattre illégalement et de trafiquer le bois serait une « tâche herculéenne ».



Des livreurs chinois chargent des meubles artisanaux fabriqués en bois de rose africain. THE ASSOCIATED PRESS

« Elle nécessitera probablement une pression de la part de la communauté internationale pour imposer des sanctions contre les entreprises engagées dans le commerce mondial du bois », remarque l'institut.

Le CESA déclare que l'arrêt de l'abattage illégal nécessitera le renforcement de la responsabilisation indépendante plutôt que de se fier simplement aux gouvernements pour faire ce qui est correct. Dans ce sens, le centre dit que cela pourrait inclure le déploiement d'inspecteurs généraux, la création de procureurs forestiers désignés au sein du ministère de la Justice, et la création d'organismes de supervision judiciaires subrégionaux.

Puisque la complicité des fonctionnaires publics entrave le pouvoir des systèmes judiciaires nationaux dans la poursuite en justice de l'abattage illégal, une forte supervision extérieure est nécessaire, conclut le centre. « Ceci peut provenir de la société civile nationale et, dans certains cas, de la coopération internationale concernant le partage des renseignements et les poursuites. » □

# Les stocks de faune sauvage sont menacés

**On s'interroge de plus en plus sur ce que les pays doivent faire avec l'ivoire confisqué**

PERSONNEL D'ADF





Les gardes forestiers du Service de faune sauvage du Kenya empilent les défenses d'éléphant qu'ils vont brûler. Plus de 100 tonnes de défenses et autres produits animaliers ont été détruits.

THE ASSOCIATED PRESS

**D**epuis des années, la République démocratique du Congo (RDC) est tourmentée par les bandes internationales qui massacrent les animaux menacés et vendent les parties de leur corps.

« La RDC qui a des frontières avec neuf autres pays sert de plaque tournante importante pour le transport des parties d'animaux trafiqués », a déclaré en 2022 l'agence de presse environnementale Mongabay. « Cette nation d'Afrique centrale où se trouve la plus grande étendue de forêts tropicales du bassin du Congo est aussi une source d'articles illégaux de faune sauvage. »

Dans un incident, les autorités ont effectué des investigations pendant trois ans avant de faire un raid sur une cachette dans la ville de Lubumbashi, en saisissant 2 tonnes d'ivoire d'une valeur de 6 millions de dollars

Les autorités du raid ont déclaré que les défenses provenaient de plus de 150 éléphants. On pense que les trois personnes arrêtées en mai 2022 étaient membres d'un réseau majeur de contrebande de faune sauvage actif dans toute l'Afrique australe, selon Mongabay.

Cinq mois plus tard, des agents de sécurité ont arrêté trois hommes et les autorités ont saisi de l'ivoire, des cornes de rhinocéros et des écailles de pangolin d'une valeur de 3,5 millions de dollars. Les articles provenaient de la RDC. Les hommes ont reconnu que, entre novembre 2019 et juin 2021, ils avaient expédié 22 kg d'ivoire depuis Kinshasa en découpant les défenses en tronçons plus petits, en les

recouvrant de peinture noire et en les identifiant comme du bois, selon un reportage de l'Associated Press.

Les défenses d'éléphants, les cornes de rhinocéros, les écailles de pangolin et même les peaux d'âne sont des articles très demandés en Asie, surtout en Chine. Les défenses sont sculptées pour former des ornements et des bijoux chers et complexes, et les cornes, les écailles et les peaux sont utilisées dans la médecine chinoise traditionnelle (MCT). À elle seule, la demande des peaux d'âne est estimée à 5 millions par an en Asie. Aucun de ces articles organiques n'est commercialisé légalement.

Les groupes criminels accumulent des stocks en RDC et tentent de les expédier hors du pays. Le groupe d'investigation écologique Oxpeckers déclare qu'il ne sait pas comment l'ivoire saisi et, plus généralement, les autres articles, sont gérés. L'écologiste de la RDC Josué Aruna dit qu'une grande partie des articles saisis « retourneront probablement sur le marché noir » parce que les autorités ne divulguent pas ce qu'elles font avec ces articles. Lors d'une conférence des parties signataires de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) en 2019, les officiels ont déclaré qu'ils avaient « pris connaissance d'un certain nombre de vols d'ivoire dans les entrepôts gouvernementaux au cours des dernières années ».

Un tel commerce illégal s'accompagne d'un coût terrible. Les animaux menacés sont massacrés et des

---

Un pangolin à petites écailles a été secouru des mains des trafiquants animaliers locaux dans l'Ouganda. Les écailles du petit animal sont employées dans la médecine chinoise traditionnelle, bien qu'elles n'aient aucune valeur médicale. AFP/GETTY IMAGES





Une femme prépare un médicament chinois traditionnel dans une pharmacie d'hôpital à Shanghai. AFP/GETTY IMAGES



Un gérant de ferme en Afrique du Sud montre Elsa, son ânesse âgée de 8 ans. La médecine chinoise traditionnelle peut inclure une substance fabriquée avec des peaux d'âne. La population d'ânes est maintenant en chute libre dans les pays tels que le Burkina Faso, le Kenya et l'Afrique du Sud. AFP/GETTY IMAGES



Un responsable de l'autorité portuaire et du commandement maritime de Hong Kong montre des cornes de rhinocéros passées en contrebande qui étaient cachées dans des conteneurs en provenance d'Afrique du Sud. THE ASSOCIATED PRESS

centaines de gardes forestiers de la faune sauvage ont été assassinés à leur poste. La contrebande met en péril la bonne gouvernance locale, la stabilité des communautés et la sécurité régionale.

L'argent du commerce finance aussi les groupes extrémistes. Comme le note Humane Society International, plusieurs groupes de milices africaines « ont pratiqué le braconnage des éléphants et employé les bénéfices de [la] vente de l'ivoire pour financer leurs activités terroristes ».

Les pays de toute l'Afrique ont des difficultés pour gérer et stocker l'ivoire et les cornes de rhinocéros confisqués. L'organisme caritatif de conservation Traffic note dans un rapport publié en 2020 que « l'une des sources connues d'ivoire illégal est la provenance des entrepôts du gouvernement ». Traffic remarque que l'ivoire et les cornes de rhinocéros confisqués peuvent finalement être stockés par les banques, les postes de patrouille, les bureaux de douane, les tribunaux, les postes de police et autres agences. Oxpeckers signale que ces agences peuvent en général garder les articles sans limitation de temps, et que les stocks ne sont pas sujets à un inventaire.

## LA PROTECTION DES STOCKS

Même lorsque l'ivoire et les autres articles confisqués ne retournent pas sur le marché noir, le problème existe toujours : quoi faire de ces articles ? Le Zimbabwe, qui abrite la deuxième population d'éléphants dans le monde après le Botswana, a des stocks d'ivoire et de cornes de rhinocéros confisqués d'une valeur de 600 millions de dollars. Le stockage de ces 130 tonnes d'ivoire et 6 ou 7 tonnes de cornes de rhinocéros est un problème de sécurité qui coûte cher à cause du grand nombre d'articles.

Le Zimbabwe veut vendre l'ivoire et les cornes de rhinocéros confisqués pour aider à financer la protection de la faune sauvage du pays. Le canal numérique TRT Afrika signale que l'Autorité des parcs et de la faune sauvage du Zimbabwe a eu récemment des difficultés à cause de ses contraintes budgétaires. L'autorité n'est pas incluse dans le budget national et nécessite indépendamment au moins 20 millions de dollars par an pour ses travaux de conservation. L'autorité nécessite davantage de véhicules de patrouille, de drones de surveillance et de personnel.

Le Zimbabwe demande depuis deux ans à effectuer

la vente. Jusqu'à présent, cela lui a été refusé.

En 1989, la CITES a interdit la vente de l'ivoire. Au début, l'interdiction a bien fonctionné et la demande d'ivoire dans certaines régions du monde a baissé à des niveaux historiquement bas. Humane Society International a noté que « le commerce illégal avait fortement diminué et les usines de sculptage de l'ivoire en Chine et les boutiques de Hong Kong avaient fermé leurs portes ». Mais en 1999, la CITES a approuvé une vente ponctuelle au Japon de près de 50 tonnes d'ivoire entreposé au Botswana, en Namibie et au Zimbabwe. Cela a déclenché un intérêt renouvelé dans l'ivoire et, entre janvier 2000 et juin 2002, plus de 1.000 éléphants africains ont été retrouvés morts, tués pour leurs défenses.

En 2008, à nouveau avec l'approbation de CITES, l'Afrique du Sud, le Botswana, la Namibie et le Zimbabwe ont exporté au Japon et en Chine 120 tonnes d'ivoire stocké par les états. Humane Society International a dit que la vente avait déclenché d'autres massacres d'éléphants africains.

La société soutient que, pour sauver les éléphants, la vente de l'ivoire doit être illégale, sans exception pour les ventes légales des stocks. Plus de vingt pays du monde ont déterminé que le seul moyen sûr d'interdire l'ivoire et les cornes de rhinocéros confisqués de pénétrer sur le marché est de les détruire, en général en les brûlant ou les broyant.

Le Kenya a été le premier pays à conduire un brûlage public en 1989. À l'époque, Paul Udoto, porte-parole du service kényan de la faune sauvage, avait dit que ce brûlage historique était « une mesure désespérée dont l'objet était d'envoyer un message au monde concernant la destruction des éléphants du Kenya par le braconnage », selon un rapport ultérieur de Tsavo Trust, organisation de conservation. Le brûlage de l'ivoire n'est pas une tâche facile : il faut environ une semaine pour brûler une défense d'éléphant mâle de taille moyenne.

Les écologistes et les gouvernements qui soutiennent la destruction des articles confisqués déclarent que la pratique accroît le soutien du public pour la protection des animaux menacés et envoie le message suivant aux braconniers : leur travail est immoral et futile. Les critiques disent que cette pratique non seulement pourrait accroître le braconnage en créant une perception de pénurie sur le marché noir, mais aussi prive les pays d'une opportunité de gagner des millions de dollars provenant de leurs efforts de répression des contrebandiers.



Des responsables indonésiens détruisent les articles de faune sauvage saisis, y compris des parties du corps des pangolins, des tortues et autres animaux, le 10 août 2023.

AFP/GETTY IMAGES

## LA MCT SE RÉPAND EN AFRIQUE

La pratique consistant à employer des articles tels que les cornes de rhinocéros, les écailles de pangolin et les parties du corps des tigres dans la MCT remonte à plusieurs siècles. Ces ingrédients d'origine animale n'ont pas de valeur pour traiter les conditions médicales mais leur emploi est très prédominant dans la MCT et certaines espèces sont devenues menacées. Tant de pangolins asiatiques ont été massacrés que les contrebandiers ont recouru à la capture des pangolins africains.

L'African Wildlife Foundation indique que les braconniers tuent 2,7 millions de pangolins africains chaque année, ce qui en fait le mammifère le plus trafiqué du monde. Ses écailles sont utilisées dans la MCT pour traiter tout un éventail de conditions, notamment l'arthrite et le cancer. Les écailles sont en kératine, tout comme les ongles des humains.

« L'ampleur du trafic des pangolins est énorme comparé à ce qu'elle était auparavant », a déclaré Sarah Stoner de la Wildlife Justice Commission en 2020, selon un reportage du magazine National Geographic. « C'est un niveau tout à fait différent. »

La situation va empirer. L'initiative chinoise de la Nouvelle Route de la soie, qui finance des infrastructures dans le monde entier, a pour but déclaré de propager la MCT. L'Agence d'investigation environnementale déclare que « de grandes sociétés et des cliniques innombrables ont déjà été établies sur le continent et certains détaillants prévoient d'établir des chaînes logistiques complètes, depuis l'approvisionnement jusqu'à la vente ».

« Nous craignons vraiment qu'une expansion aussi grande de la MCT en Afrique, dans le cadre de l'initiative chinoise de la Nouvelle Route de la soie, n'ait pour conséquence indirecte un accroissement dramatique de la demande pour les traitements utilisant la faune sauvage, signale l'agence. C'est une prescription désastreuse pour



Des policiers armés du Cameroun gardent des défenses d'éléphant illégalement trafiquées qui vont être brûlées. THE ASSOCIATED PRESS

certaines espèces animales menacées telles que le léopard, le pangolin et le rhinocéros. »

### ARRÊTER LE TRAFIC

Les écologistes et les défenseurs des animaux déclarent qu'il faut faire plus pour stopper le commerce illégal des espèces menacées et empêcher les articles confisqués de retourner furtivement sur le marché noir. L'African Wildlife Foundation dit que tout contrôle de la commercialisation des parties des animaux commence avec une triple stratégie : « Arrêter les massacres, arrêter la contrebande et arrêter la demande. »

L'Agence d'investigation environnementale a un plan pour stopper le commerce de l'ivoire, mais il serait aussi partiellement applicable à d'autres formes de trafic des animaux. Le plan consiste à perturber les réseaux criminels à l'aide d'investigations secrètes, à s'efforcer de clôturer tous les marchés d'ivoire, à exposer le centre mondial du commerce d'ivoire illégal, à démanteler les réseaux de trafic de l'ivoire et à continuer à exiger des lois internationales qui interdisent ces ventes.

D'autres agences et experts ont recommandé les mesures suivantes pour stopper la vente au marché noir des articles d'animaux :

- **Augmenter la protection des espèces menacées.** Le Malawi utilise une technologie peu coûteuse telle que les drones de surveillance pour soutenir les gardes forestiers qui essaient de protéger la faune sauvage.

- **Encourager le tourisme.** Des investissements dans l'infrastructure pour que les touristes puissent visiter les réserves de faune sauvage peuvent constituer une manne financière. En plus des revenus du tourisme, les touristes porteurs de caméra peuvent dissuader les braconniers potentiels. Les pays tels que le Botswana qui ont un focus écologique robuste attirent des touristes qui souhaitent observer les rhinocéros, les éléphants et autres animaux.
- **S'associer à des groupes de la société civile.** Les gouvernements ont enregistré des succès pour travailler avec des organisations caritatives et des groupes écologiques qui protègent les espèces menacées. De tels efforts publics/privés peuvent faire pression sur les pays d'accueil pour qu'ils renforcent l'application des lois.
- **Poursuivre agressivement les trafiquants de faune sauvage.** Mongabay signale : « Il est difficile de coordonner les investigations transfrontalières et de recueillir les preuves nécessaires. Les crimes de faune sauvage ne sont pas une haute priorité des agences de police ou des autorités judiciaires. » D'autres experts déclarent que les poursuites sont seulement aussi bonnes que l'intégrité des systèmes juridiques et le professionnalisme du traitement des preuves. Le groupe de défense Wildlife conclut : « La corruption et/ou un manque de force policière suffisante permettent au crime organisé et au terrorisme de s'introduire dans certains pays et de promouvoir le commerce de l'ivoire. » □



Aéronef  
d'entraînement  
Beechcraft T-6C  
Texan II  
BEECHCRAFT

# Les premiers aéronefs d'entraînement T-6C arrivent en Tunisie

DEFENCEWEB

L'Armée de l'air tunisienne a réceptionné huit avions d'entraînement Beechcraft T-6C Texan II envoyés par les États-Unis.

Les pilotes tunisiens ont commencé à être formés sur les avions aux installations de Textron Aviation Defense à Wichita, Kansas, à la fin 2022. Les T-6C seront utilisés comme nouveaux aéronefs d'entraînement primaires pour l'Armée de l'air tunisienne et seront pilotés par l'escadre no. 13 à la base aérienne de Sfax/aéroport international de Sfax-Thyna. L'utilisation des aéronefs sera soutenue par une série de dispositifs, notamment un système de formation au sol, un entraîneur de vol opérationnel et un labo de formation informatisé.

Les élèves-pilotes de l'Armée de l'air tunisienne effectuent leur formation de base sur les SF-260. La Tunisie a réceptionné 9 SF-260CT et 12 SF-260WT Warriors entre 1974 et 1978. Environ 18 de ces SF-260 sont toujours utilisés. Les élèves-pilotes passent ensuite à l'Aermacchi MB-326 à réaction.

Le Maroc est le seul autre pays d'Afrique qui emploie des T-6. Il en avait commandé 24 en octobre 2009, à un coût de 185 millions de dollars.

Le T-6 a été développé à partir de de l'aéronef d'entraînement turbopropulseur suisse Pilatus PC-9 pour jouer le rôle de système de formation aérienne combinée

primaire pour l'Armée de l'air et la Marine des États-Unis. Le modèle C est un perfectionnement additionnel du T-6A Texan II avec un cockpit vitré intégré, une suite avionique de pointe et des ailes à point d'attache structurel qui peuvent accommoder des réservoirs de carburant auxiliaires.

En plus des ailes à point d'attache structurel, l'avionique actualisée des T-6C comprend des affichages tête haute, des panneaux de commande frontaux, trois affichages multifonctions et des manettes et des commandes à levier. L'équipement reflète les systèmes et les capacités des aéronefs chasseurs et bombardiers de pointe tout en conservant toutes les caractéristiques de formation et de vol inhérentes à l'aéronef d'entraînement T-6.

L'Armée de l'air tunisienne recevra d'autres aéronefs de Textron Aviation : quatre Cessna Grand Caravan sont en cours de préparation pour être livrés. Ils sont modifiés avec des capteurs électro-optiques/infrarouges, des consoles d'opérateur, des radios tactiques, des liens de données vidéo et un éclairage compatible avec la vision de nuit.

La flotte de turbopropulseurs monomoteurs Grand Caravan EX aidera l'Armée de l'air tunisienne dans ses opérations nationales de renseignements, surveillance et reconnaissance. Les Caravan ne seront pas armés.

# Le Kenya achève la remise en état locale d'un navire patrouilleur

DEFENCEWEB

Le Kenya a remis en service le vaisseau patrouilleur KNS Shupavu après une remise en état locale effectuée par Kenya Shipyards Ltd. dans une nouvelle installation aux chantiers navals de Mombasa, dans la base navale de Mtongwe.

La remise à neuf a commencé en novembre 2021 et, selon Kenya Shipyards Ltd., elle a nécessité le remplacement de plusieurs composants majeurs tels que les moteurs, les génératrices et autre machinerie, et la mise à niveau des systèmes électriques du navire, de l'équipement de navigation et autres systèmes embarqués.

Les ouvriers ont peint le navire et rénové ses locaux d'habitation. Une nouvelle grue a été ajoutée pour le lancement et la récupération des bateaux.

Les chantiers navals de Mombasa avaient déjà commencé à travailler sur le KNS Shupavu lorsqu'ils avaient ouvert leurs portes officiellement en décembre 2021. Ils avaient été établis avec l'assistance de la société néerlandaise de défense et de construction navale Damen et incluent une cale, deux bâtiments de stationnement et quatre ateliers.

Kenya Shipyards déclare qu'elle a travaillé étroitement avec



Les employés de Kenya Shipyards travaillent sur le KNS Shupavu.

KENYA SHIPYARDS LTD.

Damen et la Marine kényane pour assurer que le KNS Shupavu soit remis à neuf correctement.

« Le KNS Shupavu peut maintenant continuer à servir les intérêts maritimes de la nation pendant de nombreuses années de plus, et ce succès montre la voie pour que d'autres vaisseaux navals de la région subissent des remises en état similaires à l'avenir », a déclaré Kenya Shipyards Ltd.

Le KNS Shujaa, navire jumeau du Shupavu, a été remis en état par Damen Shipyards aux Pays-Bas et il est retourné au pays en juillet 2018. Le KNS Shujaa est l'un de deux gros navires patrouilleurs de la classe Shupavu construits par les chantiers navals Gondan en Espagne. Ils ont été acquis en 1996 pour remplacer des navires plus anciens et sont armés de canons de 76 et 30 mm.

## L'Armée de l'air de la Zambie ajoute des hélicoptères pour la réponse aux catastrophes et le maintien de la paix

DEFENCEWEB

**Les** États-Unis ont annoncé une subvention de 80 millions de dollars pour livrer quatre hélicoptères Bell 412EP à l'Armée de l'air zambienne.

Le général Michael Langley, commandant de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique, a fait cette annonce à la mi-septembre 2023 en disant que la subvention couvrirait aussi trois ans d'entretien, de pièces détachées et de formation.

Le major-général Oscar Nyoni, commandant adjoint de l'Armée de l'air zambienne, déclare que la subvention aidera l'armée de l'air à mieux soutenir les besoins nationaux de la Zambie, la sécurité régionale et les missions de maintien de la paix des Nations unies à l'étranger.

Michael Gonzales, ambassadeur des États-Unis en Zambie, a déclaré : « La contribution que le général a annoncé aujourd'hui ne concerne pas seulement des hélicoptères. Elle fournit une solution aux forces armées zambiennes et au peuple zambien. »

La Zambie possède une gamme diversifiée d'hélicoptères, y compris six hélicoptères de transport de troupe et d'assaut livrés entre 2015 et 2017. Le pays développe sa flotte à voile tournante et en février la Zambie a commandé deux hélicoptères Enstrom 480B auprès des États-Unis



L'Armée de l'air de Zambie a reçu une subvention pour acquérir quatre hélicoptères Bell 412 EP.

AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS EN ZAMBIE

pour la formation des pilotes et du personnel.

L'Armée de l'air zambienne possède une flotte importante d'aéronefs Bell/Agusta-Bell. Au cours des dernières années, trois hélicoptères Bell/Agusta-Bell 412 ont été livrés depuis l'Italie et l'Afrique du Sud, pour rejoindre douze Agusta-Bell 205 toujours utilisés.

En mars, le lieutenant-général Colin Barry, commandant de l'Armée de l'air zambienne, a déclaré que l'armée de l'air avait acheté un hélicoptère utilitaire moyen qui sera bientôt livré pour le transport de troupe, la recherche et le sauvetage, le secours aux sinistrés et autres tâches. Les États-Unis ont livré un Bell 212

usagé en juin. Le général Barry a indiqué que deux autres hélicoptères seraient aussi acquis.

Ils seront employés pour le soutien médical. En janvier 2023, l'armée de l'air a signé un protocole d'accord avec les services de médecin volant de Zambie pour fournir le personnel navigant, les aéronefs, le personnel d'entretien, l'équipement spécial et les services pour contribuer aux soins de santé dans les zones reculées. L'armée de l'air utilise régulièrement ses hélicoptères pour le secours aux sinistrés, l'assistance humanitaire et l'évacuation médicale dans le pays et les pays voisins, par exemple au Malawi après les inondations.

## AFRICA CYBER SURGE II CAPTURE LES CRIMINELS À UNE ÉCHELLE CONTINENTALE

PERSONNEL D'ADF

Une opération conjointe de quatre mois conduite par Interpol et Afripol à laquelle ont participé vingt-cinq pays a aidé à stopper les stratagèmes des cybercriminels visant à escroquer les personnes vulnérables et nuire à l'économie des pays. Africa Cyber Surge II a commencé en avril 2023. Dès le mois d'août, les autorités avaient arrêté quatorze personnes accusées de mener des escroqueries en ligne et basées dans certains pays, notamment le Cameroun, Maurice et le Nigeria.

L'opération a eu lieu à la suite de la première Africa Cyber Surge en 2022. Elles font rappeler toutes les deux la propagation rapide de la technologie de l'Internet et des smartphones, qui s'est produite souvent sans la mise en place des protections nécessaires pour protéger contre les escrocs en ligne et autres acteurs malveillants, selon les experts.

Les organisateurs ayant participé à Africa Cyber Surge II déclarent que les pays doivent établir des partenariats transfrontaliers pour protéger leurs habitants.

« Les opérations coordonnées telles que Cyber Surge sont nécessaires pour perturber les réseaux criminels et ériger des niveaux de protection individuels, organisationnels et à l'échelle de la société », a déclaré Jalel Chelba, directeur exécutif par intérim d'Afripol.

Parmi les attaques les plus fréquentes, on compte l'hameçonnage, attaque cybernétique qui induit les gens à ouvrir des e-mails et des messages de texte qui propagent un code malveillant dans leurs systèmes informatiques et leurs smartphones. Une autre tactique consiste à employer le logiciel de rançon, selon laquelle les hackers injectent un code qui verrouille le système

informatique jusqu'à ce que le propriétaire verse de l'argent pour le rétablir.

Africa Cyber Surge II représente le type de cybersécurité à coopération transfrontalière qui est nécessaire, selon les experts. Parmi les personnes arrêtées, trois Camerounais étaient impliqués dans la vente frauduleuse d'objets d'art d'une valeur de 850.000 dollars. Ils ont été capturés avec la coopération des autorités ivoiriennes.

En plus de ces arrestations, le programme a enregistré aussi les résultats suivants :

- Élimination de 185 adresses Internet liées à des activités malveillantes en Gambie.
- Informations ayant conduit les autorités camerounaises à la fermeture de deux sites darknet.
- Informations ayant conduit les autorités kényanes à la fermeture de 615 sites web qui hébergeaient des logiciels malveillants, typiquement liés à des escroqueries en ligne telles que l'hameçonnage et les logiciels de rançon.

« L'opération Africa Cyber Surge II a conduit au renforcement des services de cybercriminalité des pays membres, ainsi qu'à la consolidation des partenariats avec les parties prenantes clés telles que les équipes informatiques de réponse d'urgence et les fournisseurs de services Internet », a déclaré Jürgen Stock, secrétaire général d'Interpol, en annonçant les résultats de l'investigation.

Des agents d'Interpol et d'Afripol collaborent dans une mission conjointe. INTERPOL

## Les Forces armées du Ghana vont créer

# UNE DIRECTION CYBERNÉTIQUE

PERSONNEL D'ADF

**D**u fait de la croissance rapide de la cybercriminalité en Afrique, les Forces armées du Ghana (GAF) projettent de créer une direction des opérations cyber et de guerre électronique pour protéger l'armée du pays contre les attaques cybernétiques et renforcer sa capacité à déceler et stopper les crimes en ligne.

Les GAF font partie du Comité conjoint sur la cybersécurité du Ghana, créé en 2020 pour identifier les menaces cybernétiques et y répondre.

Le Ghana est l'un des premiers pays africains pour la cybersécurité. C'est l'un de quatorze pays seulement à avoir signé la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles. L'indice mondial de la cybersécurité de l'Union internationale des télécommunications classe le Ghana en troisième place après Maurice et la Tanzanie dans sa capacité de protéger les données des internautes et déjouer les failles de sécurité.

Malgré cela, la banque du Ghana estime que les fraudes en ligne ont fait perdre aux Ghanéens plus de 4 millions de dollars sous forme de pertes financières directes au premier semestre 2023. Le Ghana a plus de 23 millions d'internautes, ce qui signifie que 68 % de la population est en ligne. Dix années auparavant, 2,3 millions de Ghanéens étaient en ligne, selon l'Automatisme de cybersécurité du pays.

Lorsqu'il a annoncé le nouveau programme au Camp Burma à Accra, le vice-amiral Seth Amoama, chef d'état-major de la Défense des GAF, a souligné que la sécurité du cyberspace est devenue aussi cruciale pour la défense nationale que la sécurité terrestre, marine, aérienne et spatiale.

« Nous avons la responsabilité de protéger nos données, bases de données, réseaux, infrastructure de communication et autres ressources des GAF », a déclaré le vice-amiral, selon un reportage de Ghanaian Times. Il a ajouté que l'amélioration de la sensibilisation cybernétique parmi les professionnels de la sécurité est une priorité principale.

« Alors que nous prenons des mesures pour protéger notre infrastructure critique de l'information, nous voulons nous assurer que tous ces efforts soient effectués pour que les membres des GAF comprennent bien les vulnérabilités des menaces cyber et leur impact sur la préparation de mission. »

Le vice-amiral Seth Amoama, chef d'état-major de la Défense du Ghana, s'exprime lors de l'ouverture du mois de sensibilisation nationale à la cybersécurité en octobre 2023. FORCES ARMÉES DU GHANA



## LE MALAWI UTILISERA DES DRONES POUR SECOURIR LES TROUPEAUX D'ÉLÉPHANTS

BIRD STORY AGENCY

**Le** Malawi a annoncé qu'il utiliserait des drones pour protéger les éléphants contre les braconniers dans certaines réserves de faune sauvage.

Les drones seront utilisés aux fins de surveillance dans les réserves de faune sauvage de Nyika, Kasungu, Nkhotakota, Majete Vwaza et Liwonde.

Le Malawi dépend des gardes forestiers pour patrouiller les régions qui séparent les éléphants des zones développées afin d'assurer que les braconniers n'entrent pas dans les réserves. Les drones offrent une meilleure surveillance et des temps de réponse plus rapides.

« On envisage que l'emploi des drones dans la conservation de la faune sauvage offrira de nouvelles dimensions dans les domaines de la protection et la recherche », a déclaré Joseph Nkosi, porte-parole du ministère du Tourisme du Malawi.

Les drones aideront aussi les écologistes à surveiller la taille des troupeaux et les déplacements des éléphants. « L'emploi des drones fournit une manière rapide, facile et économique de surveiller la faune sauvage de loin ... ils peuvent être un outil efficace pour les recherches sur la faune sauvage, et pour surveiller et compter les animaux », selon M. Nkosi.

Les responsables des réserves de faune sauvage ont bien accueilli l'annonce, en déclarant que les informations instantanées les aideront à découvrir les braconniers avant qu'ils ne prennent les animaux pour cible.

« Les braconniers illégaux connaissent bien les mouvements des animaux ; c'est pourquoi ils les approchent directement et les tuent. Ils ne peuvent pas passer du temps à la chasse parce qu'ils savent qu'ils pourraient être capturés », déclare David Nangoma, gestionnaire de la réserve de faune sauvage Nkhotakota. « Nous avons donc vraiment besoin de stratégies qui puissent surveiller tout ce qui se passe dans ces lieux, même pour traiter les animaux blessés. »

Les résidents s'habituent à l'apparition des drones survolant le pays. Selon [dronenews.africa](https://dronenews.africa), le pays possède le plus grand couloir de drones du continent, héberge l'académie africaine des drones et des données, et possède des sociétés de logistique de drone qui livrent des fournitures médicales aux communautés rurales. Les drones ont aussi été utilisés pendant les efforts de sauvetage après des inondations.

On pense de plus en plus au Malawi que les zones vierges telles que les parcs naturels doivent être protégées contre les braconniers et les développeurs. À l'exception des parcs nationaux, presque toutes les régions du pays ont été sujettes à l'abattage des arbres.

Boniface Chimwaza, directeur de l'environnement au ministère des Ressources naturelles et du Changement climatique, déclare : « La biodiversité joue un rôle crucial pour assurer la résilience et la stabilité de l'écosystème. Des écosystèmes sains peuvent mieux s'adapter aux impacts du changement climatique tels que les événements météorologiques extrêmes et fournissent des services critiques tels que la pollinisation et le contrôle antiparasitaire qui soutiennent l'agriculture et les moyens de subsistance des humains. »

# UN NOUVEAU RAPPORT CALCULE LE PRIX DES COUPS D'ÉTAT

PERSONNEL D'ADF

**A** lors que le nombre de coups d'État augmente en Afrique, les économistes tracent leur coût en termes de ralentissement de la croissance et d'investissements perdus. Ils examinent aussi l'histoire récente pour prédire l'impact économique en Afrique de l'Ouest.

Le Programme de développement des Nations unies a publié en juillet 2023 une étude intitulée « Les soldats et les citoyens : coups d'État militaires et nécessité d'un renouveau démocratique en Afrique », qui montre comment le prix des coups d'État se calcule.

L'étude a découvert que les coups d'État « décourageaient les investisseurs et limitaient les activités économiques ». Elle ajoute que l'impact des coups d'État est ressenti à tous les niveaux de l'économie. « Le prix des aliments et des marchandises essentielles, déjà sous pression à cause de Covid-19 et, plus récemment, du conflit en Ukraine, a été affecté par l'instabilité dans tous les environnements », selon les auteurs.

L'étude estime que le coup d'État de 2008 en Guinée et celui de 2012 au Mali ont retiré un total combiné de 12 à 13,5 milliards de dollars de leur économie sur une période de cinq ans. Ceci représentait 76 % du produit national brut (PNB) de la Guinée en 2008 et près de la moitié de celui du Mali en 2012.

Au Burkina Faso, qui a enregistré deux coups d'État en 2020, la croissance économique a ralenti à 2,5 % en

2022 après une croissance robuste de 6,9 % l'année précédente, selon l'Associated Press.

Le coup d'État militaire du Gabon en août 2023 a conduit à une forte baisse de ses obligations sur le marché international.

« La prise de pouvoir militaire forcera les investisseurs à réévaluer leurs intérêts au Gabon et le panorama politique plus large dans la région », a déclaré à Reuters Maja Bovcon, analyste principale de l'Afrique à la société de renseignements de risque Verisk Maplecroft.

Immédiatement après le renversement du gouvernement de Guinée par le colonel Mamady Doumbouya en 2021, le secteur des mines du pays a enregistré une forte hausse des prix au niveau le plus élevé des dix dernières années.

Le colonel Doumbouya a essayé de rassurer les partenaires commerciaux et économiques de la Guinée. Il a demandé aux sociétés minières de continuer leur travail et a exempté les zones minières du couvre-feu nocturne. Mais le secteur a été gravement endommagé.

Israel Ojoko écrit pour le site web d'actualités nigérian The Cable : « L'excuse que donnent la plupart des putschistes pour renverser un gouvernement en fonction concerne surtout la mauvaise économie, la corruption, l'insécurité et la mauvaise gouvernance. Mais ils finissent par n'ajouter aucune valeur. »



Une femme trie ses produits dans une boutique de Siby (Mali). Les pays ont tendance à être sujets à un éventail de difficultés économiques à la suite d'un coup d'État. AFP/GETTY IMAGES

LA PREMIÈRE GHANÉENNE NOMMÉE GÉNÉRAL  
EST REMÉMORÉE DANS SON MÉMOIRE :

## « LA DAME BOTTÉE »

PERSONNEL D'ADF

Ce fut une vie remplie de nouveautés. Le major-général Constance Edjeani-Afenu des Forces armées ghanéennes (GAF) était une pionnière en tant qu'officier militaire, gardienne de la paix et diplomate.

Elle est décédée en 2022 mais son mémoire, « La Dame Bottée », a été publié et diffusé lors d'un événement à Camp Burma en septembre 2023.

La sœur du général, Akofa Edjeani, déclare espérer que ce livre soit distribué dans les écoles secondaires du Ghana afin d'inspirer la prochaine génération de leaders féminins.

« Aux jeunes du public, en particulier les femmes..., n'ayez pas peur », a dit Mme Edjeani à la Ghana News Agency. « Sachez ce que vous voulez, ce que vous êtes capable de faire, et commencez. Une fois que vous commencez, vous aboutirez. »

Pendant ses 41 ans de carrière dans l'armée, le général a été le premier officier commandant féminin et le premier général de brigade féminin de l'histoire des GAF. Elle a participé aux missions de maintien de la paix au Liban, au Liberia et en République démocratique du Congo, où elle était le premier leader d'équipe féminin dans l'histoire de cette mission.

Dans sa dernière affectation auprès de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, elle était commandant adjoint de la force, la première femme à assumer ces fonctions dans cette mission.

Après son décès à la suite d'une brève maladie, le secrétaire général des Nations unies António Guterres a loué « son travail infatigable pour promouvoir l'inclusion et augmenter le nombre de femmes dans les opérations de maintien de la paix où elle participait ».

Elle a été promu à titre posthume du grade de général de brigade à celui de major-général, avec l'approbation du président.

Dans une interview l'année précédant son décès, elle a indiqué un attribut qui l'a aidée à surmonter les épreuves.

« Je pense que la discipline vous permettra d'aller loin parce que, avec la discipline, vous avez le travail dur, le respect, la ponctualité », a-t-elle dit au Ghana Peace Journal en 2021. « Dans la vie, j'ai réalisé qu'il est plus facile d'être disciplinée plutôt que d'être indisciplinée... et je choisis donc la discipline. »



Le major-général Constance Edjeani-Afenu

MISSION DES NATIONS UNIES POUR L'ORGANISATION D'UN  
RÉFÉRENDUM AU SAHARA OCCIDENTAL

## LES FORCES KENYANES ET BRASILIENNES font équipe dans un cours de guerre de jungle

FORCES DE DÉFENSE DU KENYA

Des membres de la Force de réaction rapide (QRF) du Kenya et l'équipe brésilienne de formation mobile en guerre de jungle ont achevé un cours de formation de trois semaines en guerre de jungle dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC).

Les deux unités ont participé à la mission de stabilisation de l'ONU en RDC. Chaque unité a des aptitudes particulières à partager en ce qui concerne les opérations dans un terrain difficile et la conduite des opérations de contre-insurrection.

« Le guerre de jungle présente des défis uniques qui exigent des aptitudes et des tactiques spécialisées », déclare le lieutenant-colonel Ambrose Mwabili, commandant de la QRF kényane. « En mettant en commun nos expériences et en apprenant auprès des Brésiliens, nous espérons devenir plus efficace dans notre mission de protection des civils et de maintien de la paix dans cette région. »

Le cours, conduit près de la ville de Beni en 2023, a abordé des thèmes tels que la navigation dans les forêts denses, les aptitudes de survie, les techniques de patrouille et la fourniture de soins médicaux dans des conditions austères. Les participants furent sujets à des défis physiques et mentaux épuisants pour les préparer à la nature imprévisible de la guerre de jungle.

« La diversité de nos soldats et l'expertise que nous avons acquise dans les opérations de la forêt tropicale amazonienne font de nous un partenaire de grande valeur dans cette entreprise », a déclaré le lieutenant-colonel João Carlos Duque du Brésil, chef de l'équipe de formation mobile. « Avec nos collègues kényans, nous avons l'intention de faire monter la barre pour les forces de maintien de la paix dans les environnements de jungle. »

Grâce à cette formation, la force kényane et l'équipe brésilienne anticipent nouer des liens plus robustes, échanger des connaissances et émerger en tant qu'unités plus formidables de maintien de la paix.

Les forces kényanes et brésiliennes participent à une formation sur la guerre de jungle dans l'Est de la République démocratique du Congo. FORCES DE DÉFENSE DU KENYA





Des Casques bleus assurent la sécurité de la mission des Nations unies au Soudan du Sud.

THE ASSOCIATED PRESS

## LES ANALYSTES AVERTISSENT QUE LES RETRAITS ENDOMMAGENT LA SÉCURITÉ

PERSONNEL D'ADF

Un rapport publié par l'Institut d'études de sécurité avertit que le retrait des missions de maintien de la paix en Afrique pourrait créer un vide sécuritaire important qui provoquerait une intensification de la violence et une détérioration des conditions humanitaires.

Le rapport publié en octobre 2023 note que, depuis le retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali qui avait commencé en juillet 2023, l'insécurité a augmenté. Selon le rapport, « les conflits entre les militants et l'armée nationale se sont ravivés et les attaques des militants ont augmenté. La situation sécuritaire fragile du Mali pourrait retomber aux niveaux de 2012 lorsque les djihadistes tentèrent de saisir plusieurs villes clés, notamment Tombouctou. »

Depuis plus de 60 ans, des missions de maintien de la paix sont déployées en Afrique. Le rapport souligne que plus de 13 missions de soutien à la paix dirigées par l'ONU et environ 27 par l'Afrique ont dépensé plusieurs milliards de dollars par an et des milliers de gardiens de la paix y ont perdu la vie.

Au cours des dernières années, les missions onusiennes au Mali, en République démocratique du Congo et en Somalie ont été fortement critiquées pour leur perception d'inefficacité. Dans ces trois pays, selon le rapport, des appels pour leur retrait sont dus à « des pressions politiques locales et internationales, des attentes nationales insatisfaites pour une amélioration de la sécurité et une fatigue de financement de la part des donateurs ».

Le rapport avertit que l'Afrique doit se préparer à combler « l'inévitable vide sécuritaire » lorsque les gardiens de la paix quittent leur position. Il dit que, dans l'absence des Casques bleus de l'ONU, les pays africains doivent considérer des approches régionales et continentales à la sécurité. En outre, des « discussions franches et ouvertes » entre l'ONU et l'Union africaine sont nécessaires pour combler le vide sécuritaire. Le rapport conclut que le dialogue entre les deux organisations « devrait dépasser le financement des missions de paix et inclure la réévaluation d'une lourde approche militaire au maintien de la paix. »

## « L'ARMÉE NUMÉRIQUE » COMBAT LA PROPAGANDE DEFENCEWEB

Quatre missions de maintien de la paix des Nations unies en Afrique œuvrent pour empêcher et stopper les campagnes de désinformation visant à saper la crédibilité des missions.

La MONUSCO en République démocratique du Congo (RDC), la MINUSCA en République centrafricaine, la MINUSMA au Mali et la MINUSS au Soudan du Sud participent aux campagnes. Les missions en RDC et au Mali ont commencé à clôturer leurs activités en 2023.

L'initiative est conçue pour riposter contre les mensonges qui déclenchent les tensions, la violence et la mort, note l'ONU. Celle-ci surveille comment la mésinformation, la désinformation et le discours haineux peuvent affecter la santé, la sécurité et la stabilité, et saper les progrès vers des objectifs de développement durables.

Les missions onusiennes utilisent des smartphones et des applis d'édition ainsi que des approches innovatives pour bâtir une « armée numérique » afin de combattre la mésinformation et la désinformation sur les réseaux sociaux et ailleurs. Les missions de l'ONU en Afrique et autres régions signalent la désinformation, depuis 2019 en ce qui concerne la MONUSCO, par des campagnes sur les réseaux sociaux ciblant leurs efforts de maintien de la paix.

« Une guerre est en cours sur les réseaux sociaux, la radio et les

organes de presse traditionnels », déclare Bintou Keita, chef de la MONUSCO. « La lutte contre la désinformation meurtrière a été un apprentissage douloureux de ce nouveau champ de bataille mais la mission est désormais proactive sur les plateformes des réseaux sociaux et autres pour aider à stopper sa propagation. »

Pour combattre la désinformation, les gardiens de la paix de l'ONU placent de nouveaux outils entre les mains des civils de tout âge, y compris Blessing Kasasi, jeune Congolaise âgée de 15 ans. C'est une défenseuse des droits des femmes et des enfants qui a rejoint un atelier de Kinshasa avec 30 jeunes pour apprendre à détecter les « infox » et à les contrecarrer avec la vérité.

Guillaume Kingh-Farel, formateur de l'atelier, déclare que la désinformation est « utilisée comme une arme de guerre pour saper les efforts de paix de la MONUSCO en RDC ».

Ainsi, l'atelier soutenu par la MONUSCO s'est engagé à former « une armée numérique capable de détecter les informations fausses » en produisant un contenu avec un smartphone et un logiciel de traitement. Le but est de propager des informations objectives et crédibles par l'intermédiaire de « clubs de relais » qui diffusent ces messages dans tous leurs réseaux.

# MALGRÉ DES REVERS, LES GARDIENS DE LA PAIX « CONTINUENT À PROTÉGER LA VIE »

NATIONS UNIES

**Le** sous-secrétaire général des Nations unies pour les opérations de paix a souligné le besoin d'un soutien plus résilient, cohérent et unifié de la part des pays membres pour que l'organisation puisse réaliser ses objectifs clés de maintien de la paix.

L'augmentation des divisions nationales combinée à des conflits de plus en plus complexes pose un défi formidable au maintien de la paix et de la sécurité, a déclaré Jean-Pierre Lacroix aux ambassadeurs dans la salle du Conseil de sécurité.

« Le maintien de la paix n'est pas une baguette magique pour aider un pays à restaurer sa stabilité, mais avec le soutien d'une communauté internationale unifiée, des processus politiques et des accords de paix ont été mis en œuvre », a-t-il dit.

Il a souligné que les opérations de maintien de la paix de l'ONU continuent à jouer un rôle crucial pour protéger les civils pris dans les feux croisés. « Même lorsque des solutions politiques aux conflits semblent distantes, les gardiens de la paix continuent à protéger la vie de centaines et de milliers de civils dans les pays et les régions où nous sommes déployés. »

La promotion du programme pour les Femmes, la Paix et la Sécurité reste une priorité noyau du maintien de la paix de l'ONU, a déclaré M. Lacroix, en soulignant le besoin de faire participer davantage de femmes dans les processus politiques pour forger une paix durable.

Il a cité l'exemple de la MONUSCO en République démocratique du Congo, dont le soutien actif pour la participation des femmes dans le processus de Nairobi a conduit à leur représentation importante dans les consultations entre le gouvernement et les groupes armés.

Des efforts pour atteindre la parité des genres dans le maintien de la paix sont aussi en cours. Les femmes représentent actuellement 25,6 % du personnel en uniforme. Vers la mi-2023, 38 % des chefs et 33 % des chefs adjoints des opérations de maintien de la paix dirigées par des civils étaient des femmes.

M. Lacroix a aussi souligné le rôle de la technologie et des données dans l'avenir du maintien de la paix, en notant la mise en œuvre actuelle de la Stratégie pour la transformation numérique du maintien de la paix de l'ONU.



Le sous-secrétaire général des Nations unies Jean-Pierre Lacroix (à gauche) rencontre Bankole Adeoye de l'Union africaine au début 2023.

AFP/GETTY IMAGES



Les gardiens de la paix de l'ONU équipent les jeunes avec des smartphones et des logiciels d'édition pour diffuser des informations correctes grâce aux « clubs de relais ». AFP/GETTY IMAGES



# Les pays du golfe de Guinée

## combinent leurs forces pour sécuriser le domaine maritime

PERSONNEL D'ADF

Les armateurs de navires navigant dans le golfe de Guinée ont reçu une alerte de piraterie en juin 2023 lorsque des pirates attaquèrent un vraquier suisse et blessèrent un membre d'équipage au large de Conakry (Guinée).

Quatre criminels armés ont abordé le navire et volé l'argent d'un coffre-fort avant de s'enfuir, selon TradeWinds, source d'information sur les navires. C'est l'un des plus récents incidents de piraterie signalés en Afrique de l'Ouest après plusieurs années de diminution des attaques : 81 en 2020, 34 en 2021 et seulement 3 en 2022.

Pour riposter à la piraterie, la pêche illégale et d'autres crimes en mer, le Bénin, le Nigeria et le Togo ont conduit à la mi-septembre 2023 une opération de sécurité maritime de cinq jours appelée opération Safe Domain II.

Lancée depuis la base navale du port de Cotonou au Bénin, l'opération a inclus des bateaux patrouilleurs du Bénin et du Togo et un aéronef nigérian. Les pays sont membres de la Zone maritime E, qui fait partie de l'architecture de Yaoundé pour la sécurité et la sûreté maritimes.

L'Afrique de l'Ouest perd jusqu'à 9,4 milliards de dollars par an à cause de la

pêche illégale, pratiquée surtout par la Chine. Celle-ci a la plus grande flotte de pêche en eaux distantes du monde et les pires antécédents mondiaux de pêche illégale, selon l'Indice de pêche INN qui surveille la pêche illégale, non déclarée et non réglementée.

Les chalutiers de fond chinois attrapent des prises estimées à 2,35 millions de tonnes de poisson par an dans la région, ce qui représente 50 % de la prise totale chinoise en eaux distantes, à hauteur de 5 milliards de dollars, selon un rapport de l'Environmental Justice Foundation.

Le Commodore Richard Shammah, directeur du Centre régional de coordination de la sécurité maritime, Afrique de l'Ouest, déclare que les pays deviennent plus sensibilisés sur la valeur économique de leurs eaux ; pour que l'économie des océans d'un pays puisse prospérer, son domaine maritime doit être sécurisé.

« Cette opération est nécessaire pour que nous puissions avoir une voie de communication et un commerce maritimes ; aucun pays ne peut le faire tout seul, et c'est la raison de l'effort collaboratif, a-t-il dit pendant l'opération. Je prie pour que le but et les objectifs de cette collaboration soient réalisés parce que

**Des marins participent à l'opération Safe Domain II, effort conjoint de sécurité maritime et de patrouille qui réunit les marines du Bénin, du Nigeria et du Togo.**

GOUVERNEMENT DU BÉNIN

cela incitera aussi le développement des capacités de nos marines. »

Les Pew Charitable Trusts ont souligné l'importance de la collaboration et la coopération pour éliminer le fléau dans un rapport de 2023 intitulé : « Pour mettre fin à la pêche illégale, les pays doivent œuvrer ensemble ». Le rapport affirme que la coordination régionale peut aider les pays à lutter contre des crimes spécifiques tels que le transbordement (pratique de transfert du poisson entre un navire de pêche et un cargo frigorifique), appelé aussi « saiko ». Cette pratique permet aux navires d'éviter les limites de prise.

« L'augmentation de la coopération et la coordination régionales est une mesure difficile mais nécessaire pour aider à éradiquer la pêche INN, améliorer la santé des océans et offrir des bénéfices, notamment la crédibilité internationale, à tous les états qui l'emploient », écrivent Katherine Hanly et Tahiana Fajardo Vargas, auteurs du rapport.



## Un exercice de la CDAA au Botswana MET À L'ÉPREUVE LES COMMUNICATIONS

PERSONNEL D'ADF

**D**es communications efficaces sont cruciales pour le succès de toute opération, mais cela devient exponentiellement plus difficile lorsque l'opération inclut plusieurs pays avec diverses technologies et techniques.

Ce fait était à la base de l'exercice de communications Dipuisano de la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA) au Botswana. Son nom signifie « discussions » en sesotho.

À mesure que les pays africains s'efforcent de répondre à des crises avec des interventions régionalement organisées, la capacité de communiquer de façon transparente est plus importante que jamais. Les communautés économiques régionales telles que la CDAA œuvrent pour améliorer les normes de communication, a déclaré le général de brigade Oreeditse Sheriff Tsamaase de la force de défense du Botswana pendant l'exercice.

Cet exercice de deux semaines a réuni les forces armées et de police et les représentants civils de dix membres de la CDAA : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Namibie, République démocratique du Congo, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

« L'exercice est important pour la Namibie parce qu'il fournit une plateforme pour que la [Force en attente de la] CDAA effectue des tests des équipements de communication, lesquels proviennent dans la plupart des cas de fabricants différents avec des facteurs de forme différents », a déclaré à ADF par e-mail le colonel Petrus Shilumbu, porte-parole du ministère namibien de la Défense et des Affaires des anciens combattants. La Namibie a envoyé 21 représentants à cet événement.

La CDAA a créé sa force en attente, appelée aussi brigade en attente, en 2008 pour répondre aux crises régionales. Elle est devenue pleinement opérationnelle en 2017.

La Force en attente de la CDAA est l'une des cinq forces régionales qui contribuent à la Force africaine en attente, établie par l'Union africaine. La Force en attente de la CDAA a pour mission d'assurer le maintien de la paix dans les pays sujets à des perturbations politiques. La force est conçue pour rétablir la paix et empêcher la propagation de l'instabilité entre un pays et ses voisins.

La force a été déployée en 2021 comme mission de contre-insurrection pour soutenir le Mozambique dans sa lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent au Cabo Delgado, province riche en gaz naturel sur la frontière avec la Tanzanie. Cette mission se poursuit.

« L'exercice a démontré que les défis des communications, en particulier ceux liés à l'interopérabilité de l'équipement, aux procédures vocales et à l'absence de procédures opérationnelles standards, existent réellement », a déclaré le colonel Shilumbu à ADF.

**Des soldats namubiens au garde-à-vous pendant l'exercice Dipuisano au Botswana.**

MINISTÈRE NAMIBIEN DE LA DÉFENSE  
ET DES AFFAIRES DES ANCIENS  
COMBATTANTS

## Les pays africains rejoignent le Programme de partenariat d'état

GARDE NATIONALE DES ÉTATS-UNIS

**L**e Programme de partenariat d'état (SPP) de la Garde nationale du département de la Défense des États-Unis a accueilli de nouveaux pays africains partenaires lors de sa trentième année.

Le Malawi et la Zambie se sont joints à 17 autres pays africains participant au programme, qui avait été établi en 1993. Il associe aujourd'hui plus de 45 % des pays du monde à la Garde nationale de chaque état et territoire des États-Unis.

Le programme développe des relations durables entre les pays partenaires et entreprend des activités pour développer les capacités et améliorer la compatibilité ainsi que l'accès et l'influence US. Il améliore aussi l'état de préparation des forces américaines et des partenaires pour relever les défis émergents.

Le SPP crée des partenariats stratégiques robustes à l'aide d'engagements entre forces armées, d'exercices et d'engagements entre leaders clés. Les relations conduisent souvent à des co-déploiements et des liens civils, gouvernementaux et commerciaux étroits.

Par l'intermédiaire du SPP, les membres de la Garde nationale s'entraînent avec et apprennent auprès de leurs homologues étrangers, et ils se sensibilisent à l'environnement global dans lequel ils agissent.

Le programme sera affiné et élargi dans les prochains mois et les prochaines années, déclare le général de l'Armée de terre Daniel Hokanson, chef du bureau de la Garde nationale.

« Nous ne venons pas avec des conditions préalables, dit-il. Nous n'avons pas de programme caché. Nous sommes ici pour faire avancer tout ce qui est préférable pour l'Amérique et ses alliés et partenaires, basé sur des valeurs partagées et des intérêts communs. »



Un sergent de la Garde nationale du Massachusetts travaille avec des soldats des Forces de défense du Kenya pendant un test d'alignement du contrôle de tir sur un obusier à Isiolo (Kenya).

SERGEANT MILES O. ANDRADE/ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS

## Commémoration des « fantômes » des bataillons Kagnew d'Éthiopie

PERSONNEL D'ADF

Lorsque les Nations unies demandent aux pays membres d'intervenir dans la guerre de Corée en 1950, plus de vingt nations envoient leurs soldats au combat. Deux pays africains se portent volontaires pour envoyer des troupes : l'Afrique du Sud et l'Éthiopie.

Pour l'empereur éthiopien Haïlé Sélassié, les combats sont cruciaux à cause de l'histoire de son pays. Lorsque l'Italie avait envahi son pays en 1935, l'empereur avait demandé à la Société des Nations d'assister l'Éthiopie mais il ne reçut aucun soutien. Donc, lorsque l'ONU demande de l'aide en Corée, il est désireux de démontrer son engagement envers les forces régionales. Ses soldats des bataillons Kagnew portent le nom du cheval de guerre du père de l'empereur et ils combattent comme nul autre.

Les bataillons Kagnew ont leur code unique pour faire la guerre. Ils ne laissent jamais de soldat sur le terrain, blessé ou mort. Aucun soldat éthiopien n'a jamais été capturé par les Nord-Coréens ou les Chinois. Ces derniers, qui n'avaient jamais vu de soldats noirs auparavant, les appellent des « fantômes ». Un académicien remarqua plus tard que les Kagnew « avait une capacité spéciale pour se déplacer et combattre dans l'obscurité ».

À l'époque, les Forces armées de l'Éthiopie sont constituées de la

division des gardes du corps impériaux, trois divisions de l'armée de terre, une petite armée de l'air avec quelques bombardiers légers suédois et une armée provinciale de réserve. La division des gardes du corps impériaux, ou Kebur Zabagna, est l'unité d'élite et les bataillons destinés à la Corée proviennent principalement de ses échelons.

Avant de se rendre en Corée, les soldats s'entraînent pendant huit mois, sous des conditions intenses dans les montagnes d'Éthiopie, dont le terrain est similaire à celui de la péninsule coréenne. Le premier bataillon Kagnew de 1.122 soldats part en bateau de Djibouti et continue à s'entraîner à bord pendant le voyage de trois semaines. Ils arrivent en Corée en mai 1951 et sont désignés EEFK (acronyme de la Force expéditionnaire éthiopienne – Corée).

L'Armée de terre des États-Unis comprend rapidement que les Éthiopiens ne nécessitent pas de formation additionnelle. Elle les affecte à la 7ème division d'infanterie américaine.

Les conditions ne sont pas toujours idéales. Beaucoup de soldats éthiopiens n'ont jamais vu de neige et ne sont pas habitués aux hivers coréens rigoureux. Les Éthiopiens ne peuvent pas parler l'anglais et, bien qu'ils aient reçu une formation militaire, elle est différente des tactiques américaines.

Mais en première ligne, leur férocité gagne l'admiration de leurs compagnons, qui démontrent leur respects en les appelant Kagnew plutôt que l'EEFK. En moins d'un an, ils dirigent leurs propres opérations. Alors que la guerre se poursuit, l'Éthiopie envoie des femmes en Corée pour travailler comme infirmières.

Les batailles les plus fameuses de la guerre sont peut-être les deux batailles de Pork Chop Hill en 1953, au moment où la Chine et la Corée du Nord essaient de négocier un accord de cessez-le feu avec les forces de l'ONU. À un point, comme l'a noté l'historien des combats S.L.A. Marshall, « huit Éthiopiens ont traversé le no man's land sur 800 m et ont gravi le flanc de la colline T-Bone pour pénétrer dans les tranchées ennemies » alors que les forces ennemies les observaient. « Lorsqu'on a regardé ensuite, les huit étaient devenus dix. La patrouille ramenait deux prisonniers chinois qu'elle avait saisis des mains du bataillon communiste. »

Pendant la guerre, 3.158 Éthiopiens participent. Ils subissent 121 tués et 536 blessés. Les bataillons Kagnew participent à 238 combats et reçoivent un grand nombre de citations d'unité et individuelles pour bravoure.

Lorsque les combats cessent, les Éthiopiens n'ont pas de soldats à recueillir lors de l'échange de prisonniers parce qu'aucun soldat Kagnew ne s'était rendu.



Insigne de fantassin éthiopien

# INDICES

- 1 Cette terre est connue pour sa diversité, sa densité et le nombre d'espèces de plantes endémiques.
- 2 La propriété est l'une des six grandes régions florales du monde.
- 3 Elle s'étend sur 0,5 % de la masse terrestre africaine mais abrite près de 20 % de la flore du continent.
- 4 On estime qu'il existe 9.000 espèces de plantes dans la région, dont 1.736 sont menacées et 3.087 présentent des soucis de conservation.





## PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

### Vous désirez être publié ?

Africa Defense Forum (ADF) est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique.

Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à ADF et faites entendre votre voix.

## Directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à ADF

### EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais ADF collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

### DROITS D'AUTEUR

Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à ADF signifie votre acceptation de ces modalités.

### SOUSSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : [ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com](mailto:ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com). Ou par courrier à l'une des adresses suivantes

Headquarters, U.S. Africa Command  
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff  
Unit 29951  
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command  
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff  
Kelley Kaserne  
Geb 3315, Zimmer 53  
Plieninger Strasse 289  
70567 Stuttgart, Germany



### VOUS ÊTES IMPATIENT DE LIRE LE PROCHAIN NUMÉRO ?

À [ADF-Magazine.com](http://ADF-Magazine.com), nous vous offrons chaque semaine un traitement en profondeur des enjeux actuels qui affectent la paix et la stabilité. Consultez notre site web pour les mêmes actualités crédibles et précises sur la sécurité, sur une base hebdomadaire, provenant de tout le continent.



### RESTEZ CONNECTÉ

Si vous souhaitez rester branché sur les réseaux sociaux, suivez ADF sur Facebook, Twitter et Instagram. Vous pouvez aussi vous abonner à notre liste de diffusion électronique en vous inscrivant sur notre site Web, [ADF-Magazine.com](http://ADF-Magazine.com), ou en envoyant un courriel à [News@ADF-Magazine.com](mailto:News@ADF-Magazine.com).